

Cote du document:	<u>EB 2011/103/R.14</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>7 f)</u>
Date:	<u>19 août 2011</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## République de Zambie

### Programme d'options stratégiques pour le pays

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

Questions techniques:

**Edward Heinemann**  
Chargé de programme de pays par intérim  
téléphone: +39 06 5459 2398  
courriel: e.heinemann@ifad.org

**Carla Ferreira**  
Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2722  
courriel: c.ferreira@ifad.org

Responsables:

Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session  
Rome, 14-15 septembre 2011

---

Pour: **Examen**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé de la stratégie pour le pays</b>	<b>iv</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Le contexte du pays</b>	<b>1</b>
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
<b>III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays</b>	<b>6</b>
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	6
B. Enseignements tirés	7
<b>IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays</b>	<b>8</b>
A. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays	8
B. Objectifs stratégiques	9
C. Perspectives d'innovation et d'élargissement	11
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	13
<b>V. Gestion du programme</b>	<b>14</b>
A. Suivi du COSOP	14
B. Gestion du COSOP	14
C. Partenariats	15
D. Gestion des savoirs et communication	16
E. Cadre de financement SAFF	16
F. Risques et gestion des risques	17
<b>Appendices</b>	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	2
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	3
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	4
V. Project Pipeline during the COSOP period (Réserve de projets au cours de la période du COSOP)	5
<b>Dossiers clés</b>	
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	8
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	11
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	17
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	28

## Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MACO	Ministère de l'agriculture et des coopératives
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAM	Programme alimentaire mondial
S&E	Suivi-évaluation
USAID	Agence des États Unis pour le développement international
ZNFU	Syndicat national des agriculteurs de Zambie ( <i>Zambia National Farmers Union</i> )

# Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

## Zambia

IFAD-funded activities

COSOP



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

13-5-2011

## Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) vient à l'appui de la Politique agricole nationale et du Sixième plan national de développement de la Zambie (SNDP); il est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et s'inspire du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il tient compte des résultats macroéconomiques et de la performance du secteur agricole du pays, ainsi que de l'évolution de la pauvreté rurale, et met à profit l'expérience acquise par le FIDA en Zambie et les enseignements tirés pendant la période couverte par le COSOP en cours (2004). Il rend compte du consensus qui s'est dégagé pendant le processus de consultation mené dans le pays.
2. Le programme vise principalement les petits exploitants et les autres ruraux qui sont déjà organisés ou ont la possibilité d'adhérer à des organisations leur permettant d'accéder aux marchés et aux services. La plupart d'entre eux font partie des quatre cinquièmes de ménages paysans qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Tenant compte de l'analyse de leurs contraintes et de leurs possibilités d'action, le COSOP est axé sur trois objectifs stratégiques visant à favoriser: i) leur accès et leur participation à des marchés plus compétitifs et élargis, dans le cadre de filières plus efficaces; ii) leur accès et leur recours à des technologies et à des services permettant d'améliorer la productivité, la durabilité et la capacité d'adaptation des systèmes de production agricole et animale; et iii) leur accès à des services financiers viables, ainsi que leur utilisation de ces services. Le renforcement des partenariats public-privé sera encouragé dans l'ensemble du programme. La problématique hommes-femmes, les jeunes, le VIH/sida et les questions nutritionnelles sont autant de thèmes recoupant plusieurs domaines qui seront aussi traités. Le programme atteindra ses objectifs grâce aux activités des projets et à la concertation engagée à cet égard avec le gouvernement et les autres parties prenantes.
3. L'actuel Programme de promotion des petites agro-industries contribuera à la réalisation du premier de ces objectifs stratégiques. Ce programme, dont l'exécution devrait se poursuivre jusqu'en 2017, transpose à plus grande échelle les aspects les plus réussis du précédent Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation. Il vise à développer, en volume et en valeur, les agro-industries fondées sur la production des petits exploitants, en travaillant avec certaines filières aux divers stades de la postproduction. Par ailleurs, afin de favoriser la réalisation de cet objectif, il conviendrait d'étudier la possibilité de mettre en œuvre un projet de commercialisation des produits forestiers non ligneux pour la période 2013-2015.
4. Aux fins de la réalisation du deuxième objectif, le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants proposé (qui sera présenté au Conseil d'administration du FIDA en septembre 2011) renforcera les services d'appui à la production agricole, à l'intention des petits exploitants, et encouragera la prestation diversifiée de ces services, en se fondant au départ sur les produits bénéficiant d'un appui au titre du Programme de promotion des petites agro-industries. Dans le sous-secteur de l'élevage, l'actuel Projet d'investissement en faveur de l'élevage paysan contribue à lutter contre les maladies du bétail et assure des services d'appui visant à accroître la productivité du cheptel. Lorsqu'il sera achevé, en 2014, un projet complémentaire pourrait être envisagé.
5. Le troisième objectif doit être atteint grâce au Programme de financement rural, en cours d'exécution, lequel favorise le développement du secteur des services financiers ruraux, moyennant des activités allant de l'appui aux institutions financières communautaires à l'élaboration d'une politique et d'une stratégie en matière de financement rural. Ce projet s'achèvera en 2013; selon ses résultats, un projet complémentaire qui reproduirait à plus grande échelle ses aspects novateurs pourrait être envisagé pour la période 2013-2015.

6. Des efforts spécifiques seront déployés, d'une part, pour faire face aux problèmes de gestion et aux difficultés institutionnelles qui compromettent fréquemment l'exécution des projets en Zambie, et, de l'autre, pour faire en sorte que les divers projets à l'appui de ces trois objectifs soient intégrés de manière à créer un effet de synergie et constituer un programme cohérent et cohésif. Les réunions périodiques de l'équipe de gestion des projets et d'une équipe élargie de gestion du programme de pays, le soutien apporté par le bureau de pays du FIDA pour les activités courantes et l'appui direct à l'exécution auront tous un rôle essentiel à jouer et contribueront à renforcer l'impact du programme en matière de développement.

# République de Zambie

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### I. Introduction

1. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA, en cours d'exécution en Zambie, remonte à 2004. Depuis lors, beaucoup de choses ont changé: i) la Zambie a connu plusieurs années de forte croissance macroéconomique, qui ont ouvert de nouvelles perspectives économiques dans le secteur rural; ii) les taux de croissance dans le secteur agricole sont restés en deçà des attentes, mais le pays est devenu un important producteur excédentaire de maïs; iii) le SNDP a été récemment adopté; iv) le portefeuille des projets appuyés par le FIDA a considérablement évolué, et toute une série d'enseignements ont été tirés; et v) de nouvelles possibilités de partenariat et de cofinancement sont apparues. Une mission du FIDA s'est rendue en Zambie en septembre 2010, afin de réorienter le programme du Fonds pour tenir compte de ce nouveau contexte et définir d'éventuelles futures opérations. La mission a été conseillée par le gouvernement et étayée par un processus consultatif et participatif (voir l'appendice I), qui a associé des parties prenantes de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale du développement. Le présent COSOP est fondé sur les constatations de cette mission et sur celles des divers projets et études thématiques. En mai 2011, une version préliminaire de ce COSOP a été passée en revue en Zambie avec des parties prenantes nationales, et de nouvelles modifications ont été apportées pour tenir compte des points de vue exprimés et des observations formulées.

### II. Le contexte du pays

#### A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

##### Situation économique du pays

2. La Zambie est un vaste pays enclavé (753 000 km<sup>2</sup> – le trente-neuvième plus grand pays du monde). Sa population, qui s'est accrue de 2,8% pendant les années 2000, n'atteignait au total que 13 millions d'habitants en 2010; sa densité de population, 17 personnes par km<sup>2</sup>, est donc extrêmement faible. Son revenu national brut par habitant est chiffré à 960 USD; le coefficient de Gini, qui était supérieur à 0,50 en 2006, indique une répartition des revenus extrêmement inégale et, d'après l'indicateur du développement humain, établi actuellement à 0,395, la Zambie est classée au cent cinquantième rang sur 169 pays.
3. Au moment de l'indépendance, en 1964, la Zambie a hérité d'une économie fortement tributaire du secteur des mines de cuivre (qui représentait plus de 90% des recettes d'exportation) et d'une population urbaine à près de 50%, l'un des taux les plus élevés de l'Afrique subsaharienne. Après 30 ans de résultats économiques relativement mauvais, la situation macroéconomique de la Zambie s'est améliorée au cours des dix dernières années: le taux de croissance a atteint le chiffre sans précédent de 4,8% par an entre 1999 et 2009, et il devrait dépasser 5,5% en 2010 et 2011. La croissance a été principalement tirée par l'augmentation de la production dans les secteurs de la construction, de l'exploitation minière et des services.
4. L'amélioration des résultats sur le plan économique peut être largement attribuée aux réformes engagées en 1991. La privatisation des compagnies minières d'État a libéré les finances publiques d'une lourde charge, tandis que la libéralisation de l'économie a eu pour conséquence un important investissement étranger dans le secteur minier – stimulé par l'envolée des cours du cuivre – et dans d'autres secteurs comme le tourisme et l'agriculture non traditionnelle. Le gouvernement a également amélioré sa discipline fiscale. Depuis 2004, le déficit budgétaire n'a pas dépassé trois

pour cent. En 2006, l'inflation est descendue sous la barre des 10% pour la première fois dans l'histoire de la Zambie, ce qui a permis au gouvernement de réduire fortement sa dette intérieure et ses taux d'intérêt; il a en outre atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, ce qui a entraîné l'annulation de la majeure partie de sa dette extérieure. La mobilisation des ressources nationales s'est aussi notablement améliorée et les recettes totales couvrent maintenant 90% des dépenses publiques. Grâce à l'augmentation des excédents commerciaux, à l'accroissement des réserves de devises et au niveau exceptionnellement faible de la dette publique, les résultats macroéconomiques, vers le milieu de 2008, étaient meilleurs qu'ils ne l'avaient été depuis près de 30 ans.

5. Grâce aux meilleurs taux de croissance économique, des progrès ont été réalisés entre 2003 et 2008 par rapport à 7 des 11 indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), s'agissant en particulier de la malnutrition chez l'enfant, de l'enseignement primaire, de la mortalité infantile et de l'incidence du paludisme (voir l'appendice II). D'après le rapport de 2008 sur les OMD, il y a lieu de s'attendre à ce que les objectifs relatifs à la faim (OMD1), à l'éducation (OMD2), à l'égalité entre les sexes (OMD3) et au VIH/sida (OMD6) soient atteints; celui ayant trait à la réduction de la pauvreté pourrait être réalisé.

### **Agriculture et pauvreté rurale**

6. En Zambie, même si la contribution du secteur de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) s'est peu à peu réduite, ne représentant que 12,2% en 2008, ce secteur emploie plus de 50% de la main-d'œuvre. Ses résultats ont été médiocres pendant une grande partie des années 2000: les rendements des petits exploitants sont restés faibles et la croissance sectorielle n'a atteint en moyenne que 2% par an environ pendant presque toute cette période.
7. En Zambie, les précipitations sont abondantes, allant de 500 mm dans le sud à 1 400 mm dans le nord, mais le pays est sujet aux inondations et aux sécheresses. Seules 20% des terres arables sont cultivées, et la superficie des terres mises en culture pourrait être considérablement étendue. Avec ses deux sous-secteurs distincts – petite exploitation et activités commerciales –, la structure agraire de la Zambie est profondément dualiste (voir l'appendice II). On compte environ 1,1 million de ménages de petits exploitants, dont plus de 20% sont dirigés par une femme. Ils cultivent en moyenne 1,5 hectare de terre, utilisant en général des techniques à faible intensité d'intrants, comportant un travail manuel à la houe, et font appel essentiellement à la main-d'œuvre familiale. Ils produisent principalement pour leur propre consommation; toutefois, environ 30% d'entre eux vendent une partie de leur production. On compte quelque 40 000 à 60 000 agriculteurs d'un type nouveau, qui cultivent 5 à 20 hectares, en utilisant généralement la traction animale, des intrants achetés et une main-d'œuvre salariée; leur production est surtout destinée à la vente. On compte aussi 1 500 vastes exploitations commerciales et quelques grandes sociétés, dont le nombre est en augmentation.
8. Les systèmes agricoles des petites exploitations varient dans l'ensemble du pays selon les conditions agroécologiques. Dans le nord de la Zambie, le manioc est le principal aliment de base; dans le sud, c'est le maïs qui est la principale culture vivrière; dans le centre, on trouve des systèmes mixtes maïs/manioc. Dans l'ensemble, la production est dominée par le maïs, qui est cultivé par 80% des ménages agricoles et qui représentait en 2010 plus de la moitié de la superficie plantée. La production de maïs est fortement encouragée par le gouvernement zambien moyennant: i) un programme ciblé de fourniture d'intrants subventionnés aux agriculteurs; et ii) un programme d'achat garanti de maïs par l'Agence des réserves alimentaires (FRA), qui a offert ces dernières années des prix supérieurs aux prix au producteur pratiqués sur le marché, avec pour conséquence des récoltes exceptionnelles en 2010 et de nouveau en 2011. Parmi les autres importantes cultures pratiquées par les paysans figurent les haricots, les arachides, le riz, le



coton, le tabac, la canne à sucre et les légumes. Environ 180 000 petits exploitants ont adopté dans une certaine mesure des pratiques agricoles de conservation. Quelque 20% d'entre eux possèdent du bétail, surtout dans la partie méridionale du pays, plus sèche, où la traction animale permet de cultiver des superficies plus vastes que dans le nord, région dans laquelle le manque de main-d'œuvre est le principal obstacle à l'accroissement de la production. L'aviculture est largement répandue, plus de 90% des ménages possédant des volailles.

9. On estime que 300 000 petits exploitants, soit un quart d'entre eux, sont liés aux agro-industries pour les cultures telles que le coton, le tabac, la canne à sucre et l'horticulture. En dehors de ces filières, en raison de la faible densité de population, les marchés agricoles sont trop éloignés pour de nombreux paysans, et insuffisamment compétitifs et rémunérateurs, alors que les coûts des intrants sont élevés – autant de facteurs qui n'incitent guère à accroître la production et qui expliquent en partie la faible productivité du secteur de la petite exploitation. Un autre facteur est l'abondance des terres arables: plutôt que d'intensifier leur système de production, de nombreux agriculteurs peuvent envisager d'accroître la superficie cultivée. Plusieurs éléments limitent également la capacité de production des paysans: l'absence d'éducation et de compétences en gestion d'entreprise; la pénurie de capitaux et de traction animale; les taux élevés de personnes à charge et les difficultés liées à la main-d'œuvre saisonnière, auxquels s'ajoute un fort pourcentage de personnes malades ou souffrant de la faim pendant la saison de végétation; et les effets dévastateurs du VIH/sida. La variabilité croissante des conditions climatiques et la baisse de fertilité des sols, ainsi que leur acidité, nuisent aussi à la production agricole.
10. Dans l'ensemble, le taux de pauvreté a diminué ces dernières années, passant de 73% en 1998 à 64% en 2006. Toutefois, non seulement le taux de pauvreté rurale est nettement plus élevé qu'en milieu urbain, mais il a aussi diminué beaucoup plus lentement: il est passé de 83% à 80% entre 1998 et 2006, tandis que, dans les zones urbaines, il était ramené de 56% à 34%. Compte tenu de l'accroissement démographique, il est probable que le nombre de ruraux vivant dans la pauvreté continuera d'augmenter. Les taux d'insécurité alimentaire et de retard de croissance parmi les enfants d'âge préscolaire sont aussi nettement plus élevés en milieu rural. À la différence de nombreux pays, les taux de pauvreté ne varient guère d'un bout à l'autre du pays. Exception faite des provinces de Lusaka et de Copperbelt, qui comptent d'importantes populations urbaines, les taux de pauvreté sont compris entre 72% et 79% dans les sept autres provinces et ils dépassent généralement 80% dans les zones rurales.
11. Les paysans forment la grande majorité des ménages ruraux pauvres. Cependant, la diversification des moyens de subsistance permet de gérer les risques, et, pour la plupart des ménages ruraux, l'agriculture n'est que l'une des sources de revenus. Généralement, elle joue un rôle plus important pour les ménages les plus pauvres, représentant près de 70% des revenus du tertile le plus pauvre des ménages ruraux, contre 40% seulement dans le tertile le plus aisé. En raison de l'abondance des ressources naturelles du pays, d'autres activités comme la pêche et l'exploitation des produits forestiers sont très utiles pour un grand nombre de ménages ruraux; le poisson, les champignons et le miel sont pour eux d'importantes sources de revenus. Parmi les principales autres sources de revenus figurent le travail salarié, agricole et non agricole, les activités commerciales et les envois de fonds.
12. Si l'on examine la composition des ménages ruraux vivant dans la pauvreté, les taux de pauvreté sont plus élevés parmi les 20% de ceux qui sont dirigés par une femme et parmi ceux qui ont à leur tête des femmes et des hommes âgés – conséquence de la pandémie de VIH/sida. La pauvreté est liée également au niveau d'éducation: 85% des ménages dirigés par une personne non instruite sont pauvres. Ce pourcentage tombe à 78% lorsque le chef de famille a été scolarisé dans le primaire et à 63% lorsqu'il a été scolarisé dans le secondaire. L'éloignement des

infrastructures économiques et des équipements sociaux est aussi un facteur de pauvreté: 33% des ménages ruraux vivent à plus de 10 kilomètres du marché de produits alimentaires le plus proche; 54% à plus de 10 kilomètres du marché d'intrants le plus proche; 22% sont dans la même situation pour les services de santé; 64% pour l'école secondaire; et 78% pour la banque.

## **B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel**

### **Contexte institutionnel national**

13. Les politiques financières et économiques de la Zambie sont déterminées par le Ministère des finances et de la planification nationale (MFNP). Ce rôle en fait un partenaire essentiel du FIDA, de même que ses responsabilités en matière de développement des services financiers ruraux. Parmi les autres principales institutions figurent le Ministère de l'agriculture et des coopératives (MACO), le Ministère du développement de l'élevage et de la pêche et le Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles. Le MACO comprend plusieurs départements: politiques et planification; agriculture; coopératives, agro-industries et commercialisation; administration et finances; ressources humaines; et instituts de recherche et de certification de semences. Cette structure est reproduite aux échelons de la province et du district. Chaque district est divisé en blocs puis en camps, chacun de ces derniers étant doté (en théorie) d'un agent de vulgarisation de première ligne. Le MACO encourage des méthodes de vulgarisation participatives, mais il se heurte à différents niveaux à une capacité institutionnelle limitée.
14. En 2009, le MACO a constaté que ses principaux besoins en matière de renforcement des capacités concernaient cinq grands domaines: i) l'analyse des politiques et les processus décisionnels; ii) ses fonctions, son rôle et ses capacités en matière de prestation de services et de coordination; iii) le budget, la planification et les systèmes financiers, de l'échelon national à celui du district; iv) la gestion et la mise en valeur des ressources humaines; et v) la gestion des savoirs et la technologie. Les systèmes de suivi-évaluation (S&E) du ministère et le traitement non prioritaire réservé à la gestion et au contrôle financiers sont aussi des sujets de préoccupation. Toutes ces questions doivent être abordées dans le cadre du prochain programme d'amélioration de la performance financé par l'Union européenne. Deux autres domaines dans lesquels le MACO a pris du retard sont les partenariats public-privé et la décentralisation. Toutefois, des progrès sont maintenant réalisés dans ces deux domaines.
15. Le degré élevé de priorité qui est apparemment accordé au secteur de l'agriculture n'a généralement pas été répercuté dans son budget: en pourcentage des dépenses totales, l'agriculture a représenté effectivement 3% en moyenne entre 1994 et 2002. Ce chiffre a augmenté progressivement pour dépasser 12% en 2007, avant de retomber à moins de 7% en 2010. Une part importante de ce budget est utilisée pour le programme de fourniture d'intrants aux agriculteurs et pour les achats de maïs par l'Agence des réserves alimentaires, ce qui ampute les budgets d'autres activités essentielles du MACO. Les activités menées sur le terrain sont particulièrement touchées. En outre, ces dernières années, les contributions des donateurs en faveur de ce secteur ont énormément diminué, passant de plus de 400 milliards de ZMK en 2007 à moins de 190 milliards de ZMK en 2011.
16. Parmi les autres institutions importantes dans le secteur agricole figurent les organismes de recherche, parmi lesquels l'Institut de recherche agricole de Zambie (*Zambia Agricultural Research Institute*), le Fonds fiduciaire pour la recherche agricole dans la Golden Valley (*Golden Valley Agricultural Research Trust*), organisme à but non lucratif, et une série d'autres organismes publics et privés qui conduisent des recherches sur les cultures, l'élevage et les pêches. Le Syndicat national des agriculteurs de Zambie (*Zambia National Farmers Union – ZNFU*), auquel est rattachée l'unité des pratiques agricoles de conservation (*Conservation Farming Unit*), est une organisation à l'échelle nationale qui s'adresse à tous les types

d'agriculteurs zambiens. Au niveau local, les organisations d'agriculteurs comprennent les coopératives primaires et de district, soutenues par le MACO pendant de nombreuses années, et les associations d'agriculteurs de district (*District Farmers Associations*) qui sont rattachées au Syndicat national des agriculteurs.

### **La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

17. Le programme d'action général du gouvernement en faveur de la croissance agricole, de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire est sous-tendu par une série de politiques et de stratégies de développement agricole s'inscrivant toutes dans le cadre de la Vision nationale 2030, qui vise à faire de la Zambie "un pays à revenu intermédiaire prospère d'ici à 2030".
18. Les principales idées directrices de la Politique agricole nationale 2004-2015 sont l'accroissement de la production, la libéralisation du secteur, la commercialisation, la promotion des partenariats public-privé et la prestation de services efficaces qui garantiront une croissance agricole durable. Sa vision d'avenir pour le secteur agricole consiste à "promouvoir le développement d'un secteur agricole efficace, compétitif et durable, qui assure la sécurité alimentaire et des revenus plus élevés". Les objectifs spécifiques de cette politique sont définis comme suit: i) assurer la sécurité alimentaire au niveau des ménages et du pays; ii) garantir que la base de ressources agricoles existante est conservée et améliorée; iii) créer autant de revenus et d'emplois que possible; iv) contribuer au développement durable de l'industrie; et v) accroître notablement la contribution du secteur à la balance nationale des paiements.
19. Le gouvernement a lancé en février 2011 son Sixième plan national de développement 2011-2015. Ce plan insiste sur l'urgence de diversifier l'économie et recense cinq principaux pôles de croissance: l'agriculture, le tourisme, le secteur manufacturier, l'exploitation minière et l'énergie. Sa vision concernant le secteur agricole concorde avec celle de la Politique agricole nationale, son objectif étant d'"accroître et diversifier la production et la productivité agricoles, de manière à porter à 20% la part de la contribution de ce secteur au PIB". Ce plan définit plusieurs priorités stratégiques applicables aux sous-secteurs de la production agricole, de l'élevage et de la pêche. Il insiste aussi sur la promotion des techniques après récolte, des agro-industries et de l'accès aux marchés intérieurs, régionaux et internationaux de produits agricoles.
20. La Zambie a signé en janvier 2011 un pacte au titre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Ce pacte comprend cinq programmes concernant: i) la gestion durable des terres; ii) l'amélioration de la productivité agricole; iii) le développement de la commercialisation des produits agricoles et l'incitation à investir; iv) la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et v) l'amélioration de la recherche, des semences et de la vulgarisation. Au titre de ce pacte, le gouvernement zambien s'engage aussi à adopter des lois en matière de commercialisation agricole et de crédit; à entreprendre des réformes de la distribution des engrais; et à renforcer le rôle joué par le secteur privé.

### **Harmonisation et alignement**

21. La stratégie commune d'aide pour la Zambie a été signée en 2007 par 16 partenaires de développement du gouvernement, dont le FIDA. Elle comprend des engagements visant à améliorer l'établissement de priorités pour l'attribution de l'aide, ainsi que sa livraison et sa gestion, et à réduire les frais de transaction. D'après une évaluation récente, elle n'a guère favorisé la prise en main par le pays et n'a pas permis au gouvernement de peser sur les décisions de ses partenaires de développement. Une nouvelle stratégie commune d'aide est en cours d'élaboration.
22. Les programmes appuyés par le FIDA sont mis en œuvre directement par le gouvernement et dans le cadre de ses divers systèmes; ils sont conformes aux politiques nationales et harmonisés avec les initiatives complémentaires entreprises dans le secteur agricole par les partenaires de développement. Outre le FIDA, parmi

les partenaires de développement intervenant dans ce secteur figurent la Banque africaine de développement (BAfD), l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial (PAM), la Finlande, la Norvège et la Suède (voir le dossier clé 3). Des efforts sont déployés pour harmoniser les activités des partenaires de développement et les aligner sur les systèmes et procédures du gouvernement par le biais du Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture et de sous-groupes axés sur l'élevage et l'irrigation. Le Groupe des partenaires coopérants est dirigé par une troïka tournante de partenaires "chefs de file", représentant les intérêts de ce groupe au sein du Groupe consultatif du secteur agricole; ce dernier relève du MACO et est constitué de parties prenantes des secteurs public et privé. Avec la création à Lusaka, en 2008, d'un bureau de pays du FIDA doté d'un fonctionnaire expérimenté dans le pays, le Fonds est désormais un membre important et actif du Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture.

23. Le FIDA fait également partie de l'équipe de pays des Nations Unies qui a préparé le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2011-2015. Ce plan réunit tous les organismes, résidents ou non, dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action", en définissant des orientations pour les activités de développement du système des Nations Unies en Zambie. Le PNUAD vise à soutenir les efforts déployés par le gouvernement en matière de développement par le biais des activités qui contribuent à relever les défis posés par: la prévalence élevée du VIH, la pauvreté persistante et l'insécurité alimentaire, la dégradation environnementale croissante et le changement climatique, la tendance au déclin du développement humain et les systèmes de gouvernance affaiblis. Dans le cadre de l'équipe de pays, les institutions des Nations Unies établies à Rome – le FIDA, la FAO et le PAM – s'emploient à étudier les possibilités de collaboration (voir le paragraphe 59).

### III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

#### A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

24. Le cadre logique du COSOP de 2004 a été conçu dans une optique d'accroissement des revenus, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction de la vulnérabilité en milieu rural. Cinq objectifs ont été fixés, mais aucun objectif quantifié n'a été défini.
25. Le premier objectif était de **faciliter l'accès des paysans aux marchés d'intrants et de produits**. Il s'inspirait de l'expérience acquise dans le cadre du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation (2000-2008) et jetait les bases du Programme de promotion des petites agro-industries (2010-2017), qui a suivi. Ce dernier programme vise à développer, en volume et en valeur, les agro-industries fondées sur la production des petits exploitants en travaillant avec certaines filières aux divers stades de la postproduction. Il a rencontré des difficultés au départ, mais son exécution devrait s'accélérer en 2011. Le deuxième objectif était d'**accroître les revenus tirés par les paysans des produits forestiers non ligneux**. Le Projet de gestion des ressources forestières (2000-2006) entrepris à cette fin a été prématurément interrompu à la suite d'une mise en œuvre peu satisfaisante. Le Programme de financement rural (2007-2013), en cours d'exécution, vise à réaliser le troisième objectif, **améliorer l'accès aux services financiers ruraux**. Le quatrième objectif, **imprimer un nouvel élan au secteur rural de l'élevage**, a été le point de départ du Projet d'investissement en faveur de l'élevage paysan (2007-2014), qui vise à réduire l'incidence des maladies du bétail et à reconstituer le cheptel d'animaux de trait des petits exploitants. Après un examen à mi-parcours préoccupant, en 2010, la performance du programme s'est nettement améliorée. Le cinquième et dernier objectif, **recourir davantage à la gestion des**

**ressources naturelles et aux techniques agricoles de conservation pour augmenter la production vivrière**, n'a pas été poursuivi. Ce domaine reste toutefois intéressant aux fins d'un éventuel appui du FIDA, et il sera repris dans le cadre du présent COSOP.

26. L'orientation du COSOP a été de manière générale satisfaisante et des indications et instructions précises ont été données aux divers projets qui ont bénéficié d'un appui. La performance des projets, qui s'est progressivement améliorée au fil du temps, a reposé non seulement sur la qualité de la conception, mais aussi sur: i) les différents partenaires institutionnels, dont la capacité de gestion et d'exécution était variable, avec lesquels le FIDA a collaboré; ii) l'efficacité des diverses unités de coordination des projets et de leurs agents; et iii) l'impact croissant du bureau de pays du FIDA et l'appui à l'exécution plus efficace apporté par le Fonds. Néanmoins, au-delà des projets pris individuellement, les résultats n'ont guère permis de mettre en place un programme de pays caractérisé par une forte cohésion, dans le cadre duquel les différentes interventions créent des synergies et se renforcent mutuellement. Au contraire, jusqu'à maintenant, le programme a été essentiellement formé de plusieurs projets distincts. Dans le cadre du présent COSOP, des améliorations peuvent être apportées à cet égard.

## **B. Enseignements tirés**

27. Un enseignement général peut être tiré de toutes les interventions du FIDA: les organismes gouvernementaux travaillant dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural se heurtent à des difficultés lorsqu'ils assument de nouvelles fonctions ou adoptent de nouvelles modalités de prestation des services. Il faut donc prendre les dispositions suivantes: i) simplicité de la conception des projets; ii) création d'unités de coordination qui peuvent épauler les fonctions d'exécution; iii) appui à l'exécution pour aider les directeurs de projets à pratiquer une gestion axée sur les résultats en matière de développement; et iv) renforcement de l'appropriation des projets par le pays. Le personnel sous contrat et les fournisseurs de services n'ont pas toujours respecté les normes requises. Il est essentiel que les contrats prévoient un examen périodique de la performance et la possibilité de reconduction ou de résiliation. La prise de décisions par le gouvernement peut être lente et entraîner des retards dans la mise en œuvre des projets; il est important toutefois de respecter ces processus et ces délais pour ne pas compromettre l'appropriation. En outre, la gestion financière et la justification de l'emploi des fonds présentent parfois un certain nombre de faiblesses; par conséquent, il ne convient pas de s'en remettre entièrement aux systèmes nationaux. Il faut au contraire disposer de comptes distincts, gérer attentivement les flux de fonds et soutenir résolument les systèmes de gestion financière. La collaboration et l'apprentissage croisé entre les divers projets ont été également insuffisants; les dispositifs de gouvernance n'ont pas été assez solides; en outre, jusqu'à ces derniers temps, les activités complémentaires et de soutien assurées par le FIDA n'ont pas été adéquates.
28. La Zambie a une longue tradition d'aide sociale, ce dont témoignent tant les politiques gouvernementales que les projets financés par des donateurs, qui offrent des investissements et des dons sans participation de la population rurale. Cette situation a eu pour effet d'instaurer une culture de la dépendance, d'étouffer l'esprit d'initiative et de gaspiller les ressources publiques. Le gouvernement cherche maintenant à encourager un "changement d'attitude" en promouvant l'agriculture en tant qu'activité commerciale, en encourageant une culture de l'épargne et en faisant jouer un rôle plus important aux autres parties prenantes du secteur agricole. Il faut soutenir énergiquement ces initiatives et les placer dans le contexte plus large d'un développement agricole induit par le secteur privé.

29. Un enseignement a été tiré de l'exercice de validation mené par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) dans le cadre du récent rapport d'achèvement du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation: si l'on veut que les paysans participent de manière plus efficace aux chaînes de valeur des produits de base, il faut les aider non seulement à avoir accès aux marchés, mais aussi à accroître leur productivité et à répondre aux exigences du marché. Cette question n'a pas été prise en compte par le programme susmentionné: le marché qui avait été trouvé pour le manioc a été perdu par la suite, car les paysans n'ont pas été en mesure de fournir sur le marché les quantités voulues. Le projet qui a pris la relève du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation, le Programme de promotion des petites agro-industries, a été conçu trop tôt pour intégrer cet enseignement, et il n'apporte pas non plus d'appui direct à la production. Dans le cadre du présent COSOP, le FIDA appuiera le Programme de promotion de la productivité des petits exploitants, qui est axé précisément sur ces questions.
30. Les rapports d'achèvement du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation et du Projet de gestion des ressources forestières ont mis en évidence l'importance des routes rurales, qui permettent de relier des communautés rurales isolées aux marchés et aux services. Même si les techniques de construction routière à forte intensité de main-d'œuvre ont donné des résultats moyens, elles offrent des avantages qui vont au-delà de leur finalité première; des enseignements importants à cet égard ont été tirés du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation. L'établissement de priorités et la sélection des routes sont cependant essentiels, de même que leur entretien, et il faut prendre les dispositions voulues avant d'investir dans la construction ou la réfection de routes. Dans le cas présent, des enseignements utiles ont été tirés du Projet d'appui au développement de l'agriculture, financé par la Banque mondiale, qui attribue les contrats pour les travaux routiers en fonction des résultats et de la performance. Si, dans le cas des routes reliant les exploitations aux marchés, le FIDA peut apporter son concours dans une certaine mesure, les gros investissements dans le réseau routier rural n'entrent pas dans le cadre de ses activités ni de son mandat, et il sera indispensable de nouer des partenariats avec d'autres partenaires de développement prêts à investir dans ce domaine crucial.

## **IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays**

### **A. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays**

31. Depuis le début des années 1980, le FIDA mène systématiquement ses opérations par l'intermédiaire du gouvernement, en particulier par le biais du MACO, et il s'est efforcé de favoriser l'appropriation des projets qu'il soutient par le pays. Ce faisant, il a établi des relations solides avec des ministères clés et il est aujourd'hui considéré comme un partenaire de développement crédible et prêt à aider, tant au niveau des projets que de l'élaboration des politiques. En outre, le FIDA menant des programmes de pays dans l'ensemble des pays en développement, et en particulier en Afrique orientale et australe, il est reconnu qu'il facilite la diffusion de l'expérience, des enseignements et des savoirs dans les pays voisins: des atouts qui sont de plus en plus appréciés au moment où la Zambie cherche des solutions novatrices pour relever les défis posés par le développement rural. Le COSOP mettra à profit ces avantages importants pour renforcer l'impact de son programme.
32. S'agissant des domaines thématiques, le FIDA possède un avantage comparatif dans ceux où il a acquis de l'expérience et tiré des enseignements, qui peuvent être utilisés pour approfondir ou reproduire à plus grande échelle ses interventions, et dans ceux qui sont liés aux précédents et les soutiennent. Ils sont au nombre de trois. Le premier concerne l'intégration des petits exploitants aux circuits commerciaux et la promotion des agro-industries, un domaine dans lequel le FIDA est le seul partenaire de développement qui travaille avec le gouvernement et par

son intermédiaire. Son expérience couvre les produits agricoles et dérivés des ressources naturelles dans le cadre du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation et, plus récemment, du Programme de promotion des petites agro-industries, ainsi qu'au titre du Projet de gestion des ressources forestières et de PhytoTrade Africa, une association régionale, financée par un don, pour la commercialisation des produits naturels. Le deuxième domaine se rapporte à l'amélioration de la productivité et de la durabilité des systèmes agricoles des petits exploitants (cultures, élevage). C'est là l'occasion pour le FIDA de faire vraiment la différence, moyennant: le financement de travaux de recherche sur des questions fondamentales pour les paysans; la mise au point de méthodes de vulgarisation et leur harmonisation; le renforcement des liens entre la recherche, la vulgarisation et les marchés; et la mise à l'essai de dispositifs conçus pour promouvoir un type de fourniture de services pluraliste et déterminé par le marché. Le troisième domaine est celui du financement rural, où le FIDA est le seul partenaire de développement disposant d'un programme solide. Bien que le Programme de financement rural ait connu une mise en route laborieuse, les composantes relatives à la création d'institutions financières communautaires, au renforcement du cadre réglementaire du financement rural en Zambie et à la promotion de nouveaux services financiers, grâce au dispositif d'innovation et d'ouverture, donnent toutes de bons résultats. Les enseignements déjà tirés de ce programme offriront un cadre très utile pour continuer de soutenir ce secteur pendant la période couverte par le présent COSOP.

33. Les trois domaines recensés devraient former la base du programme de pays du FIDA pour la Zambie. Ils peuvent être associés pour créer d'importants effets de synergie, ce qui est fondamental. À titre d'exemple, la création de débouchés dans les filières sélectionnées peut servir de point de départ pour l'appui à la production des exploitations agricoles, une productivité accrue est une condition préalable pour une réelle participation au marché et l'établissement de liens avec les marchés peut faciliter l'accès au crédit. Ces effets de synergie seront renforcés dans le cadre du COSOP.

## B. Objectifs stratégiques

34. Le programme de pays du FIDA pour la Zambie couvrira la période allant de 2011 à 2015, ce qui correspond à la durée du Sixième plan national de développement du gouvernement et à deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du Fonds. Il sera aligné sur la Politique agricole nationale et sur l'objectif du Sixième plan concernant le secteur agricole. Il sera conforme aux thèmes prioritaires du PNUAD. Ses priorités découleront du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Dans ce contexte global, l'objectif général du programme de pays du FIDA pour la Zambie restera le suivant: **accroître les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité des populations rurales qui vivent dans la pauvreté.** Il comprendra trois objectifs stratégiques (voir aussi l'appendice III).
35. **Objectif stratégique 1: améliorer l'accès et la participation des populations rurales pauvres, femmes et hommes, à des marchés plus compétitifs et élargis, dans le cadre de filières plus efficaces.** Cet objectif stratégique sera atteint grâce à toute une série d'interventions aux différents stades des filières relatives à des produits spécifiques (produits provenant de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des forêts), qui revêtent une importance particulière pour les petits producteurs. Un meilleur accès au marché incitera les paysans à accroître la productivité et la durabilité de leurs systèmes agricoles; ils bénéficieront à cet effet d'un appui complémentaire au titre du programme. Le Programme de promotion des petites agro-industries, qui vient de commencer, constituera la principale intervention permettant de réaliser cet objectif. La possibilité de mettre en œuvre un projet de commercialisation des produits forestiers non ligneux pendant la période 2013-2015 pourrait être également étudiée.

36. **Objectif stratégique 2: favoriser l'accès et le recours à des technologies et des services permettant d'améliorer la productivité, la durabilité et la capacité d'adaptation des systèmes de production des petits exploitants.** Pour réaliser cet objectif stratégique, il faudra renforcer et diversifier la fourniture de services (l'offre) et renforcer la capacité des paysans à utiliser et à mettre à profit ces services de manière productive (la demande). Dans cette optique, on s'attachera à favoriser l'accès et le recours à des techniques améliorées de production agricole et animale, ainsi qu'une gestion plus durable des terres par les ménages paysans. Deux projets seront mis en œuvre à cette fin: i) l'actuel Projet d'investissement en faveur de l'élevage paysan, qui s'achèvera en 2014 (suivi d'un éventuel projet complémentaire); et ii) un nouveau projet plus important – le Programme de promotion de la productivité des paysans –, qui favorisera l'accroissement de la productivité agricole, l'utilisation durable des terres et l'adaptation au changement climatique et à ses effets.
37. **Objectif stratégique 3: favoriser l'accès des populations rurales pauvres, femmes et hommes, à des services financiers viables, ainsi que leur utilisation de ces services.** Cet objectif stratégique sera atteint en appliquant une approche systématique du développement des services financiers ruraux, englobant les institutions financières communautaires, les institutions de microfinance et les banques commerciales, et en se fondant sur le cadre réglementaire relatif aux services financiers ruraux. Il ira dans le sens des autres objectifs stratégiques concernant la production et la commercialisation agricoles et contribuera à soutenir les entreprises rurales non agricoles. Il sera réalisé grâce à l'actuel Programme de financement rural, qui s'achèvera en 2013, et à une éventuelle intervention complémentaire, si la performance et le cadre réglementaire, ainsi que la nécessité et la valeur ajoutée potentielle, le justifient.
38. Dans tous ces domaines, le FIDA s'attachera, en collaboration avec le gouvernement zambien et avec les autres parties prenantes, à promouvoir une administration "intelligente", ce qui supposera de: repérer les domaines dans lesquels le secteur privé, les organisations paysannes et les ONG peuvent améliorer les services fournis aux populations rurales; mettre à l'essai de nouvelles approches en matière de partenariats public-privé; et définir de nouveaux rôles pour le gouvernement et renforcer sa capacité à les assumer. Ces initiatives pourraient impliquer d'intervenir directement en cas de défaillance du marché; de renforcer les capacités des fournisseurs de services, si nécessaire; et de jouer un rôle plus important dans la régulation, la supervision et le suivi, lorsque d'autres acteurs assument les rôles relatifs à la fourniture de services.
39. Plusieurs autres questions importantes doivent être intégrées dans l'ensemble du programme de pays, s'agissant notamment de: i) veiller à ce que les femmes tirent profit de "l'agriculture en tant qu'activité commerciale" et ne soient pas exclues des possibilités rentables de production et de commercialisation, recenser les activités spécifiques dont elles peuvent bénéficier, leur donner des moyens financiers, leur permettre de jouer un rôle plus actif dans la prise de décisions aux niveaux des ménages et des communautés, et suivre leur participation aux activités des projets; ii) offrir des perspectives économiques aux jeunes des zones rurales, et veiller à ce qu'ils puissent participer effectivement aux activités financées par les projets; iii) veiller à ce que les activités des projets ne favorisent pas la propagation du VIH/sida et à ce que, dans la mesure du possible, les ménages atteints par le VIH/sida bénéficient des activités des projets; et iv) faire en sorte que les ménages ruraux, les femmes en particulier, disposent des savoirs, de la production et des revenus nécessaires pour faire face aux déficits nutritionnels chroniques dont souffrent de nombreuses personnes, notamment les enfants des zones rurales.



### C. Perspectives d'innovation et d'élargissement

40. Il existe de multiples possibilités d'innovation et de reproduction à plus grande échelle dans le cadre du programme de pays, même si la plupart des innovations seront probablement liées au contexte, moyennant l'adoption de technologies et d'approches nouvelles qui ont été mises à l'essai ailleurs, et même largement appliquées. Les créneaux spécifiques seront définis au cours de l'exécution des divers projets; les domaines généraux offrant des possibilités sont présentés ci-dessous.
41. Il existe diverses possibilités d'innovation et de reproduction à plus grande échelle concernant les filières agricoles, à tous les stades, de la production à la vente au détail. Le Programme de promotion des petites agro-industries, qui résulte de la reproduction à plus grande échelle des éléments les plus réussis du précédent Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation, offrira certainement de nouvelles possibilités d'adopter des approches novatrices en vue d'améliorer l'efficacité des filières sélectionnées. Au titre du programme en cours, la collaboration public-privé a été encouragée dans le contexte de l'analyse des filières et des plans d'intervention. On y aura également recours pour mettre à l'essai de nouvelles formes de prestation de services pour soutenir la production, dans le cadre du Programme de promotion de la productivité des paysans qui est proposé. Les débouchés mis en évidence grâce au Programme de promotion des petites agro-industries serviront de point de départ pour les services d'appui à la production du Programme de promotion de la productivité des paysans qui est envisagé. Ce type de conception des services de vulgarisation publics, répondant à la demande du marché, n'a jamais été appliqué auparavant en Zambie.
42. La gestion de la fertilité des sols est une question primordiale dans le nord de la Zambie, et les techniques agricoles de conservation qui ont été largement promues ne sont guère adaptées aux conditions agroécologiques et aux systèmes d'exploitation agricole de la région. Il est impératif de conduire des travaux de recherche visant à mettre au point des techniques agricoles de conservation adaptées à la situation locale, ce qui offre des perspectives intéressantes pour le Programme de promotion de la productivité des paysans qui est proposé. Par ailleurs, dans le cadre de ce nouveau programme, il sera possible de reproduire à plus grande échelle, et de replacer dans le contexte des dispositifs gouvernementaux, certaines des approches innovantes en matière de soutien à la productivité des paysans qui ont été mises au point grâce à des projets financés par d'autres donateurs, tels que le Programme d'appui à l'agriculture, le Programme pour le développement agricole et rural dans la province de Luapula et le Projet d'appui au développement agricole, financé par la Banque mondiale.
43. Les institutions financières communautaires sont encore relativement rares en Zambie, en particulier en milieu rural. Selon les résultats obtenus grâce à l'appui que leur a apporté le Programme de financement rural, il pourrait être intéressant de reproduire à plus grande échelle cette expérience dans le cadre d'une intervention future. Le dispositif d'innovation et d'ouverture du programme a explicitement visé à encourager une série d'institutions financières à expérimenter des approches, technologies et produits nouveaux qui leur permettent d'étendre leur champ d'action en milieu rural. Certains de ces projets pilotes serviront certainement de point de départ pour une reproduction à plus grande échelle qui pourrait être réalisée par le secteur privé ou à défaut, éventuellement, dans le cadre d'interventions au titre de projets futurs.
44. La téléphonie mobile est largement répandue en Zambie (même dans le quartile inférieur de la population, 40% des ménages utilisent un téléphone au moins une fois par semaine), et elle offre déjà une importante plate-forme pour l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. Dans le cadre du Programme de promotion des entreprises paysannes et de commercialisation, un service d'information sur les marchés utilisant les SMS a été créé, et reproduit ensuite à plus grande échelle. Il jouera un rôle important, en complétant les efforts déployés par le Programme de

promotion des petites agro-industries pour intégrer les paysans dans les filières sélectionnées. Dans le cadre du Programme de financement rural, des services bancaires reposant sur la téléphonie mobile sont mis à l'essai, et l'on cherche actuellement à déterminer comment les SMS peuvent être utilisés pour améliorer la justification de l'emploi des fonds et/ou le suivi de la performance au sein du service de vulgarisation.

#### **D. Stratégie de ciblage**

45. Compte tenu des niveaux élevés de pauvreté rurale enregistrés dans l'ensemble du pays, un aspect important de la stratégie de ciblage consiste à promouvoir plus largement une croissance généralisée dans le secteur agricole et l'économie rurale afin que le plus grand nombre possible de ménages ruraux en profitent. Cette stratégie, soutenue par le gouvernement, repose sur l'autociblage: les activités des projets doivent présenter un intérêt pour un grand nombre de ménages ruraux pauvres, qui doivent être en mesure de les entreprendre, tout en étant moins attrayantes pour la minorité des plus aisés. Dans la pratique, l'ensemble du groupe cible est formé de petits exploitants et autres ruraux qui sont déjà organisés ou ont la possibilité d'adhérer à des organisations locales leur permettant d'accéder aux marchés et aux services. En règle générale, les paysans plus aisés restent en dehors de ce groupe, car ils ont moins besoin d'adhérer à ces organisations. La méthode à appliquer s'inspire de l'expérience du FIDA en Zambie, selon laquelle apporter un appui aux organisations rurales est un moyen efficace non seulement d'atteindre un grand nombre de ménages ruraux pauvres, mais aussi de renforcer leur autonomie et de leur donner les capacités nécessaires pour qu'ils puissent assimiler le concept de "l'agriculture en tant qu'activité commerciale" et la culture de l'épargne.
46. La plupart des ménages ruraux participants feront partie des 80% qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Parmi eux, certains vendent déjà une partie de leur production et d'autres pratiquent essentiellement des cultures vivrières, mais vendent de temps à autre les excédents, ou pourraient le faire si des débouchés se présentaient. Les agricultrices seront particulièrement visées; on s'efforcera aussi de recenser les activités qui peuvent être entreprises par des jeunes. Le programme de pays du FIDA n'est pas le meilleur moyen d'atteindre les ménages les plus pauvres, pour lesquels l'aide apportée par les programmes sociaux mis en œuvre actuellement par le gouvernement et par des ONG est plus efficace.
47. Dans tous les projets, on s'efforcera également de recenser et de promouvoir les activités qui peuvent être entreprises par les ménages démunis. À titre d'exemple, certaines des techniques qui seront encouragées dans le cadre du Programme de promotion de la productivité des paysans, telles que les boutures de variétés de manioc améliorées ou les râpes à manioc, devraient présenter un intérêt particulier pour les paysans démunis et les ménages manquant de main-d'œuvre. Les groupes d'épargne peuvent être un moyen efficace de cibler les ménages très pauvres, notamment les femmes. En effet, à ce jour, 74% des épargnants des institutions financières communautaires appuyées par le Programme de financement rural sont des femmes. En outre, dans le contexte zambien, un accroissement de la production agricole se traduit généralement par une plus forte demande de main-d'œuvre agricole, ce qui élargit le champ des possibilités économiques offertes aux ménages très pauvres.
48. Enfin, la population rurale au sens plus large, au-delà du groupe cible du programme, devrait bénéficier d'une série de résultats qui découleront du programme de pays, notamment des améliorations concernant: i) le fonctionnement des services financiers, agricoles et de commercialisation ruraux; ii) les politiques et les cadres juridiques et réglementaires applicables; et iii) les routes d'accès. Ces améliorations devraient toutes stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté en milieu rural.

## E. Articulation au niveau des politiques

49. En tant que membre actif du Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture, le FIDA participera au dialogue sur les mesures à prendre que ce groupe a engagé avec le gouvernement, notamment sur les principales questions ayant trait à la production et à la commercialisation du maïs. En outre, tous les projets appuyés par le FIDA faciliteront: l'apprentissage; la définition des principales questions relatives aux politiques et aux institutions; et la mise en place d'un cadre d'action propice à une croissance économique rurale et une réduction de la pauvreté généralisées. L'appui apporté pourrait inclure des consultations, des études, un soutien technique et le partage des données d'expérience dans l'ensemble de la sous-région; les acteurs des divers processus seront notamment le gouvernement, les organisations paysannes, le secteur privé et le Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture. Les problèmes d'orientation spécifiques seront mis en évidence grâce aux enseignements tirés de la conception et de l'exécution des projets. Les domaines de concertation généraux tiendront compte des objectifs stratégiques et comprendront vraisemblablement les éléments suivants.
50. Pour ce qui est de l'objectif stratégique 1, à savoir améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux marchés dans le cadre de filières plus efficaces, les principales initiatives devraient viser notamment à: i) mettre en place un environnement porteur susceptible d'attirer des investissements en faveur des agro-industries; ii) établir des partenariats public-privé et créer un espace de concertation entre le secteur privé et le gouvernement sur les questions se rapportant aux agro-industries; iii) mettre en place un cadre juridique approprié pour les groupements paysans qui entreprennent des activités économiques; et iv) aider le gouvernement à tirer parti des savoirs issus des projets financés par des donateurs dans ce domaine.
51. Dans le cadre de l'objectif stratégique 2, axé sur l'amélioration de la productivité, de la durabilité et de la capacité d'adaptation des systèmes de production des petits exploitants, le programme de pays pourrait intervenir dans plusieurs domaines, s'agissant notamment de: i) renforcer les méthodes de vulgarisation qui répondent aux besoins et les harmoniser; ii) appuyer le renforcement des capacités institutionnelles au sein du MACO, en étroite collaboration avec le Programme d'amélioration de la performance financé par l'Union européenne, et renforcer les liens et les apprentissages croisés entre la vulgarisation et la recherche; iii) mettre au point les modalités selon lesquelles le MACO pourrait promouvoir, contrôler et suivre la fourniture de services par des prestataires non gouvernementaux; iv) aider le MACO à coordonner les initiatives financées par des donateurs extérieurs, à en tirer des enseignements et à intégrer les aspects positifs dans ses méthodes de travail; et v) soutenir la stratégie et le plan de décentralisation du MACO.
52. Dans le cadre de l'objectif stratégique 3, axé sur l'élargissement des services financiers ruraux, le problème immédiat est l'élaboration en cours des politiques et de la stratégie en matière de financement rural. Lorsqu'elle sera achevée, il s'avérera probablement nécessaire de mettre en place un nouveau cadre de réglementation/supervision pour la fourniture des services financiers ruraux et de donner suite à des questions plus spécifiques relatives aux politiques et aux institutions, telles que: i) le cadre des mesures incitant les banques commerciales et les institutions de microfinance à étendre leur services et leurs produits aux zones rurales; ii) la définition des modalités qui permettraient aux institutions de microfinance de devenir des institutions de dépôt; iii) le cadre juridique applicable aux institutions financières rurales ayant fait leurs preuves; ou iv) les questions relatives aux envois de fonds ou aux services de microassurance.

## V. Gestion du programme

### A. Suivi du COSOP

53. Le cadre de mesure des résultats qui figure à l'appendice III sera le document de référence permettant de suivre le programme dans son ensemble. Le suivi du programme sera lié au S&E des projets et fondé sur les indicateurs relatifs aux effets directs; il servira en outre à renforcer la base de données factuelles en vue de la concertation sur les mesures à prendre. En collaboration avec les directeurs des projets, des travaux supplémentaires devront être menés pour définir des objectifs quantitatifs et des données de référence relatifs aux effets directs et aux jalons pour chaque objectif stratégique. Le FIDA aide déjà les projets à concevoir des systèmes appropriés de S&E et à améliorer la communication des données de S&E en temps voulu ainsi que leur qualité, ce qui permet dès maintenant de mieux les gérer. Grâce au financement supplémentaire de la Suède et de la Finlande, le FIDA soutient les efforts déployés par le MACO pour renforcer sa fonction de S&E dans le secteur agricole, ainsi que son unité d'alerte rapide relative à la sécurité alimentaire.
54. Chaque année, les membres de l'équipe de gestion du programme de pays et d'autres intervenants invités participeront à un examen du COSOP effectué dans le pays. Il faudra à cet effet analyser: i) les rapports de S&E des projets, les rapports du système de gestion des résultats et de l'impact et les données du MACO; ii) les données contenues dans les rapports sur l'état d'avancement des projets, les fiches analytiques de programmes-pays, l'enquête menée par le FIDA auprès de ses clients et les notes attribuées par le SAFP; iii) les rapports de supervision, les rapports à mi-parcours et les rapports d'achèvement des projets, ainsi que leur évaluation par le Bureau indépendant de l'évaluation; et iv) les études du Bureau central des statistiques et les rapports de situation sur les OMD. Les conclusions permettront d'établir le rapport annuel de situation sur le COSOP, fondé sur le cadre de mesure des résultats et sur ses indicateurs. L'examen à mi-parcours du COSOP aura lieu au début de 2013.

### B. Gestion du COSOP

55. L'appendice V contient deux notes conceptuelles relatives à des projets qui pourraient être inclus dans la réserve des projets. Le premier, le Programme de promotion de la productivité des paysans, contribuerait à la réalisation de l'objectif stratégique 2 et serait mis au point en 2011. Le deuxième, un Programme d'élargissement du financement rural, qui contribuerait à la réalisation de l'objectif stratégique 3, pourrait être mis au point pendant le cycle 2013–2015 du SAFP. Un troisième projet éventuel pourrait contribuer à la réalisation soit de l'objectif stratégique 1, en aidant les populations rurales à renforcer leurs liens avec les marchés de produits forestiers non ligneux, soit de l'objectif stratégique 2, en faisant suite au Projet d'investissement en faveur de l'élevage paysan et en aidant les propriétaires de bétail à accroître leur production en vue d'améliorer leur accès aux marchés. Les décisions concernant la portée de ce troisième nouveau projet, et le type d'intervention qu'il devrait comporter, seront prises à la fin de 2012.
56. Trois initiatives spécifiques permettront de renforcer la gestion du programme de pays. Premièrement, une réunion de l'équipe de gestion des projets, composée de tous les directeurs de projet et de leurs collègues, sera organisée chaque mois. Ces réunions seront très utiles pour résoudre les problèmes opérationnels, mettre en commun les pratiques, les résultats obtenus et les enseignements tirés, étudier les possibilités d'innovation et de reproduction à plus grande échelle et créer des effets de synergie entre les projets afin de renforcer l'impact. Deuxièmement, les directeurs des projets devront collaborer étroitement avec les principaux ministères et parties prenantes du secteur agricole/rural. L'équipe de gestion du programme de pays, qui se réunira tous les trimestres, sera étoffée afin de comprendre non seulement l'équipe de gestion des projets, mais aussi les membres du groupe de conception des projets dirigé par le MACO, ainsi que des participants qui

n'appartiennent pas au gouvernement: le ZNFU, des ONG, le secteur privé et les milieux universitaires. Troisièmement, il est reconnu que les comités de pilotage des projets n'ont pas été suffisamment efficaces: d'une part, la possibilité de former des comités ayant des membres en commun sera étudiée; de l'autre, des efforts seront déployés pour que ces comités jouent un rôle plus actif, s'agissant de donner des indications pour l'exécution des projets et de demander aux directeurs des projets de rendre compte de la performance. Le fonctionnaire dans le pays et le chargé de programme de pays auront pour tâche de soutenir et de suivre ces initiatives.

57. Soutenu et suivi de très près par le CPP, le fonctionnaire dans le pays jouera un rôle primordial dans la gestion courante du programme de pays. Il organisera les réunions de l'équipe de gestion des projets et de l'équipe de gestion du programme de pays, prendra part aux missions de supervision des projets et aux examens du COSOP, et participera aux réunions du Groupe des partenaires coopérants pour l'agriculture et de l'équipe de pays des Nations Unies. Tous les projets seront supervisés par le FIDA, ce qui devrait entraîner une meilleure performance dans l'exécution, améliorer la capacité du FIDA à participer à la concertation sur les mesures à prendre, renforcer les partenariats et créer des savoirs utiles au Fonds. Il ressort de l'expérience qu'un appui intensif à l'exécution, en particulier au moment du démarrage, et une gestion fiduciaire solide sont essentiels; ces deux fonctions sont prévues dans le cadre du programme.

### C. Partenariats

58. Le principal partenaire du FIDA est, et restera, le gouvernement, représenté par le MFNP, qui est à la fois le représentant officiel du gouvernement et l'organisme d'exécution pour le Programme de financement rural, et par les principaux ministères concernés. Parmi ceux-ci figurent: le MACO, organisme d'exécution du Programme de promotion des petites agro-industries et du Programme de promotion de la productivité des paysans, et le Ministère du développement de l'élevage et de la pêche, organisme d'exécution du Projet d'investissement en faveur de l'élevage paysan. Il serait également possible de relancer la collaboration du FIDA avec le Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, organisme d'exécution du Projet de gestion des ressources forestières.
59. Outre le gouvernement, le FIDA continuera d'établir des partenariats avec ses partenaires de développement et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec des organisations paysannes et d'autres organisations communautaires, des ONG et le secteur privé. Le FIDA a noué d'étroites relations de collaboration avec la Suède et la Finlande (qui assurent toutes les deux le cofinancement du Programme de promotion des petites agro-industries), et cette dernière s'est également déclarée disposée à cofinancer le Programme de promotion de la productivité des paysans, qui est envisagé. Il existe de bonnes perspectives de collaboration avec le Programme d'amélioration de la performance financé par l'Union européenne, et de coordination et partage des savoirs avec d'autres partenaires actifs dans le secteur du développement agricole et rural, tels que (entre autres) la JICA et l'USAID (voir le dossier clé 3). Parmi les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, la FAO met en œuvre des projets encourageant la production de manioc et les pratiques agricoles de conservation, deux domaines qui offrent des possibilités de partenariat, tandis que l'initiative du PAM "Achats au service du progrès" pourrait devenir une importante source de débouchés pour les petits producteurs de manioc et de haricots, qui sont soutenus par le Programme de promotion des petites agro-industries et le Programme de promotion de la productivité des paysans. Parmi les autres partenaires figurent le ZNFU (qui fait déjà partie des comités de pilotage des projets en cours) et ses sections au niveau des districts, des institutions de microfinance et ONG internationales et locales, telles que Africare, la Keepers Zambia Foundation et le Micro Bankers Trust, ainsi que des sociétés du secteur privé, notamment des banques commerciales et des entreprises de commercialisation agricole. En outre, le FIDA est disposé à forger de nouveaux partenariats – aux fins

de collaboration, de coordination et de partage des savoirs – s'ils offrent la possibilité de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques du COSOP.

#### **D. Gestion des savoirs et communication**

60. La gestion des savoirs et la communication seront des aspects essentiels du programme à divers niveaux. Premièrement, par l'intermédiaire de l'équipe de gestion des projets, le partage et la gestion des savoirs entre les divers projets seront résolument encouragés afin de réduire les facteurs de blocage auxquels se heurte l'exécution et de promouvoir des synergies opérationnelles qui favoriseront la réalisation des objectifs de développement des projets. Outre l'équipe de gestion des projets et l'équipe de gestion du programme de pays, on pourrait notamment prévoir: une série unique de dispositifs de gouvernance pour plusieurs projets; la planification et la budgétisation communes des travaux; des réunions opérationnelles périodiques entre les équipes de gestion des projets; et des examens annuels communs. Le programme de dons n'a guère favorisé l'apprentissage en Zambie et, dans le cadre du COSOP, les dons seront utilisés de manière plus stratégique pour atteindre cet objectif. Deuxièmement, l'amélioration de la gestion des savoirs et de la communication au sein du gouvernement sera facilitée à divers niveaux: dans le cadre du service de vulgarisation du MACO; entre la vulgarisation et la recherche; et entre le MACO et les initiatives financées par d'autres donateurs aux échelons de la province et du district. Un appui sera également apporté pour renforcer le système de S&E du MACO. Troisièmement, il faut tirer parti des dispositifs actuels de gestion des savoirs et de communication avec des parties prenantes extérieures: les liens avec les réseaux thématiques et de gestion des savoirs appuyés par le FIDA dans le cadre de FIDAfrique seront consolidés; et le FIDA mettra à disposition une assistance technique afin de renforcer les compétences en matière de communication de l'équipe de gestion du programme de pays et aidera à élaborer une stratégie de communication nationale.

#### **E. Cadre de financement SAFP**

61. La Zambie peut bénéficier d'un financement sous forme de prêts à des conditions particulièrement favorables. Le montant indicatif alloué par le FIDA pour le cycle de financement 2010-2012 s'élève à 25,45 millions d'USD. Le tableau 1 présente les notes du SAFP les plus récentes et le tableau 2 indique comment cette allocation pourrait varier en fonction de l'évolution de la notation des projets à risque (PAR) et des notes concernant le secteur rural.

Tableau 1

**Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP**

Indicateur		Notes
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	3,75
A ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	3,75
B i)	Accès à la terre	3,50
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,50
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,67
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,00
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,00
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,75
D ii)	Représentation	3,33
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,25
E ii)	Responsabilité financière, transparence et corruption dans les zones rurales	3,50
Somme des notes cumulées		45,00
<b>Moyenne des notes cumulées</b>		<b>3,75</b>
Notation des projets à risque (PAR) 2009		4
Indice d'affectation des ressources de l'IDA 2010		3,51

Tableau 2

**Relations entre les indicateurs de performance et la note de pays**

Scénario de financement	Note PAR (+/- 1)	Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)	Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base
Hypothèse basse	3	3,45	- 23%
Hypothèse de base	4	3,75	0%
Hypothèse haute	5	4,05	26%

**F. Risques et gestion des risques**

62. Les risques associés au programme de pays qui peuvent être recensés à ce stade, leurs conséquences probables et les mesures possibles pour atténuer leurs effets sont exposés à l'appendice IX. Les risques ont été recensés pour l'ensemble du programme de pays, ainsi que pour les trois objectifs stratégiques. Au niveau du programme de pays, les risques généraux sont notamment: la capacité d'exécution limitée des institutions concernées; les carences du gouvernement en matière de gestion financière et d'obligation redditionnelle; les capacités insuffisantes des fournisseurs de services; les conséquences des programmes gouvernementaux coûteux de commercialisation et de subvention des intrants pour le maïs; l'éventuelle difficulté à assurer la collaboration entre les projets; et le risque d'aggravation des crises liées au changement climatique auquel est exposée la population rurale.

## COSOP consultation process

1. Design of the 2011-2015 RB-COSOP was undertaken during 2010 and early 2011, and included the following processes.
2. A three-week, six-person mission visited Zambia in September 2010 with the twin objectives of refocusing the IFAD country programme through the design of a new COSOP and identifying potential future operations that would support it. The mission followed a participatory, consultative process, involving:
  - Close interaction with the Ministry of Finance and Planning (MFNP)
  - A series of consultations with senior representatives of key implementing ministries, including MACO and MLFD.
  - Meetings with the IFAD Country Programme Management Team, consisting of representatives of the three ongoing IFAD-supported projects.
  - A series of meetings with development partner representatives, including: WB, ADB, WFP, FAO, EC, Norway, Sweden, Finland, JICA, SNV and USAID.
  - A Consultative Workshop at the Agricultural Consultative Forum (ACF) to which all technical Ministries were invited, as well as a number of farmers organizations, NGOs and civil society organizations.
  - Meetings at which the mission presented its preliminary findings and sought feedback, first with the Agricultural Cooperating Partners Group, and then with MACO, under the chairmanship of the PS.
  - The signing of an aide memoire, highlighting the mission's findings and confirming GRZ's agreement with these, by the Country Programme Manager and representative of MFNP.
3. Various drafts of the COSOP were prepared between October 2010 and May 2011. The document was then subject to peer review within IFAD and partner organizations. In May 2011 the Acting Country Programme Manager visited Zambia and, in a series of discussions, reviewed with senior representatives of Government (MFNP, MACO and MLFD) and national stakeholders (private sector, farmers' organization, academia and NGOs) the draft COSOP. These served to confirm their support for the programme and to highlight issues requiring reflection in the COSOP document. Further modifications to the COSOP were then made to reflect the comments received from both the peer reviewers and stakeholder in Zambia. The COSOP was then approved by IFAD's Operational and Strategy and Policy Guidance Committee (OSC), and further validated by Government.
4. Presentation of the COSOP to IFAD's Executive Board is scheduled for September 2011.



## Country economic background

### COUNTRY DATA

#### Zambia

<b>Land area (km2 thousand) 2008 1/</b>	743	<b>GNI per capita (USD) 2008 1/</b>	950
<b>Total population (million) 2008 1/</b>	12.62	<b>GDP per capita growth (annual %) 2008 1/</b>	3
<b>Population density (people per km2) 2008 1/</b>	17	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2008 1/</b>	12
<b>Local currency</b> Kwacha (ZMK)		<b>Exchange rate: 1.00 USD = 4,750.40 ZMK</b>	
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population growth (annual %) 2008 1/	2.5	GDP (USD million) 2008 1/	14 314
Crude birth rate (per thousand people) 2008 1/	43	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2008 1/	17	2000	3.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2008 1/	92	2008	6
Life expectancy at birth (years) 2008 1/	45	Sectoral distribution of GDP 2008 1/	
Total labour force (million) 2008 1/	4.69	% agriculture	21
Female labour force as % of total 2008 1/	44	% industry	46
<b>Education</b>		% manufacturing	12
School enrolment, primary (% gross) 2008 1/	119	% services	33
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2008 1/	29	Consumption 2008 1/	
<b>Nutrition</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	9
Daily calorie supply per capita	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	66
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2007 1/	45.8	Gross domestic savings (as % of GDP)	25
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2007 1/	14.9	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
<b>Health</b>		Merchandise exports 2008 1/	5 093
Health expenditure, total (as % of GDP) 2007 1/	6.2	Merchandise imports 2008 1/	5 070
Physicians (per thousand people) 1/	n/a	Balance of merchandise trade	23
Population using improved water sources (%) 2006 1/	58	Current account balances (USD million)	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2006 1/	52	before official transfers 2008 1/	-1 721
<b>Agriculture and Food</b>		after official transfers 2008 1/	-1 046
Food imports (% of merchandise imports) 2008 1/	6	Foreign direct investment, net 2008 1/	939
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2007 1/	275	<b>Government Finance</b>	
Food production index (1999-01=100) 2007 1/	115	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2007 1/	-0.8
Cereal yield (kg per ha) 2008 1/	2 146	Total expense (% of GDP) <sup>a/</sup> 2007 1/	23
<b>Land Use</b>		Present value of external debt (as % of GNI) 2008 1/	6
Arable land as % of land area 2007 1/	7	Total debt service (% of GNI) 2008 1/	1
Forest area as % of total land area 2007 1/	56	Lending interest rate (%) 2008 1/	19
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2007 1/	n/a	Deposit interest rate (%) 2008 1/	6.6

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2010-2011

## COSOP results management framework

Country strategy alignment	Key Results for IFAD – Zambia COSOP			Institutional/ Policy objectives
<p><b>Sixth National Development Plan (2011-2015).</b></p> <p>The vision for the agriculture sector is “an efficient, competitive, sustainable and export-led agriculture that assures food security and increased income by 2030.”</p> <p>The goal is “to increase and diversify agriculture production and productivity so as to raise the share of its contribution to 20 percent of GDP by end-2015”.</p>	<p><b>Goal: increase income, improve food security and reduce vulnerability in rural areas.</b></p>			
	<b>Strategic Objectives</b>	<b>Outcome Indicators</b>	<b>Milestone Indicators</b>	<b>Policy dialogue agenda</b>
	<p>SO1: Access to, and participation in, expanded and more competitive markets by poor rural men and women are increased, within more efficient value chains.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased value of sales (crops, livestock, NTFP) from smallholder farmers</li> <li>• Percentage of smallholder farmers as net sellers on markets increases from x to y%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Value of investment in agribusiness with smallholder participation (\$x million)</li> <li>• Nos. smallholder farmers (M/F) participating in selected value chains</li> </ul>	<p>Enabling environment for agribusiness investment; PPPs and creating space for policy dialogue between the private sector and Government; legal framework for farmer groups engaging in economic activities; and improved KM emerging from a variety of donor-financed projects in this area.</p>
	<p>SO2: Access to and use of technologies and services for enhanced productivity, sustainability and resilience of smallholder production systems are increased.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production of selected crops increases by x%</li> <li>• Av. yields of selected crops increase by y%</li> <li>• Production of selected livestock products increased by z%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nos. smallholder farmers (M/F) that have adopted improved agricultural technologies (varieties, SLM practices)</li> </ul>	<p>Extension policy and methodology; institutional strengthening and linkages with research; coordination of, and learning from, donor-financed projects; pluralistic service provision and GRZ’s role; decentralization.</p>
<p>SO3: Access to and use of sustainable financial services by poor rural men and women are increased.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nos. rural people (M/F) financing consumption and production activities with loans.</li> <li>• Nos. rural people (M/F) using savings accounts or services.</li> <li>• Nos. rural people (M/F) in savings groups</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nos. commercial banks active in rural areas</li> <li>• Nos. MFIs active in rural areas</li> <li>• Nos. active savings groups in rural areas</li> <li>• Rural finance policy in place</li> </ul>	<p>Policy and institutional environment for the development of rural financial services sector, with the forthcoming Rural Finance policy as a starting point.</p>	

NB. Further work to quantify the indicators will be undertaken with the project managers and in the course of project design exercises.

## Previous COSOP Results Management Framework

Narrative Development Goal	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p><b>Goal</b></p> <p>To increase incomes, improve food security and reduce vulnerability in rural areas</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Increased smallholder incomes and assets</li> <li>- Reduced incidence of stunting in rural areas</li> <li>- Increased food production by the poorest</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- National poverty monitoring statistics</li> <li>- National human development reports</li> <li>- Agricultural sector statistics and sector data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Improved macroeconomic framework conditions</li> </ul>
<p><b>Objectives</b></p> <p>To improve smallholder access to input and output markets</p> <p>To increase smallholder income from non- timber forest products</p> <p>To improve access to rural financial services</p> <p>To reinvigorate the smallholder livestock sector</p> <p>To increase use of NRM and conservation farming techniques, mainly in outlying areas, including by woman-headed and HIV/AIDS-affected households, to increase food production</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agricultural production increased</li> <li>- Increased number of smallholders marketing produce</li> <li>- Increased number of crops marketed</li> <li>- Average farm-gate prices for outputs increased</li> </ul> <p>As per the Forest Resource Management Project</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Regulatory framework and oversight established</li> <li>- Sustainable rural finance institutions established</li> <li>- Increased saving among rural communities</li> <li>- Increased access to credit by rural communities</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Public control of national/territorial livestock diseases</li> <li>- Private veterinary services strengthened</li> <li>- Community-based animal health care systems developed</li> <li>- Improved delivery of animal husbandry advice/extension</li> <li>- Increased livestock herd and livestock marketing by smallholders</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Improved farmer knowledge of low input technologies</li> <li>- Increased smallholder use of labour-saving techniques</li> <li>- Extensive crop and livestock production expanded</li> <li>- Woman-headed and HIV/AIDS-affected households improve access to food</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agricultural statistics and sector data</li> <li>- Programme M&amp;E reports</li> <li>- Programme impact assessments</li> </ul> <p>Programme M&amp;E reports</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bank of Zambia reports</li> <li>- Financial sector surveys</li> <li>- Programme M&amp;E reports</li> <li>- Programme impact assessments</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Livestock and animal health statistics</li> <li>- Programme M&amp;E reports</li> <li>- Programme impact assessments</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agricultural statistics and sector data</li> <li>- Programme M&amp;E reports</li> <li>- Programme impact assessments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attractive price/cost ratios between inputs and outputs</li> <li>- Satisfactory performance of SHEMA</li> <li>- Conducive policy and institutional environment to facilitate private-sector participation (*)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adequate management of implementing NGOs</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reduced inflation and real interest rates</li> <li>- Adequate rural demand for financial services</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Markets exist for livestock products</li> <li>- Government committed to a policy/institutional framework involving satisfactory balance between public, community-based and private services (*)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Smallholders have access to land for cropping and grazing, and to increased use of water resources</li> </ul>

## Project Pipeline during the COSOP period

### 1. Smallholder Productivity Promotion Programme

- A) **Possible Geographical Area and Target Groups.** The programme will initially focus on Luapula and Northern provinces, which together account for some 70-80% of national cassava and mixed bean production. Within these provinces a limited number of districts will be prioritized and targeted. Expansion into other production systems beyond these two provinces is envisaged during the course of project implementation. The target group would consist of productive small-scale/ smallholder rural farmers that are organized in farmers groups and/or cooperatives, or are willing to join such groups. In selecting the commodities to be supported by the programme, particular attention will be given to their impact on both household food security and income, and their importance for women and young farmers
- B) **Justification and Rationale.** The starting point for the programme was the recognition that, while the ongoing SAPP provides support to smallholder farmer participation in agricultural value chains, it does not address the productivity constraints that contribute to limiting smallholder farmers' participation in these value chains. With cassava selected as a priority value chain for SAPP, the cassava-based production systems of northern Zambia would provide the entry point for the programme to strengthen the production support services and so enable farmers to increase their productivity for both cash sales and food security purposes, and better manage the low fertility, acidic soils found in northern Zambia.
- C) **Key Programme Objectives.** The S3P would be to sustainably improve income levels, food and nutrition security for poor agricultural households in target areas. This would be achieved by increasing the production, productivity and sales of smallholder farmers in target areas.
- D) **Ownership, Harmonization and Alignment.** The Programme would contribute to the achievement of the objectives of the Sixth National Development Plan. It would be managed and in large part implemented by the Ministry of Agriculture and Cooperatives, which has actively promoted the design of this programme. It would complement and be closely linked to other development partner initiatives, including the Finnish-financed PLARD II and the EU-financed PEP. Cofinancing with the Finnish Government is anticipated.
- E) **Components and Activities.** The programme would comprise two main Components. The first, **Sustainable Smallholder Productivity Growth** would include field level interventions related to sustainable productivity growth of smallholder farmers involved in cassava-based production systems in target areas. Its activities would aim to strengthen: (i) farmer organizations; (ii) agricultural research; and (iii) extension services. The second, **Enabling Environment for Productivity Growth** would address critical constraints in the enabling environment for smallholder productivity growth, including: (i) improved rural infrastructure and improved access to productivity enhancing equipment and assets; (ii) the policy and institutional framework to provide the necessary support services; and (iii) programme coordination, management and monitoring and evaluation.
- F) **Costs and Financing.** The total cost of the programme is likely to be in the order of US\$ 40 million, to be financed by an IFAD loan (US\$ 25 million), by a grant from the Finnish Government, and by contributions from Government (taxes foregone) and programme participants.
- G) **Organization and Management.** The Programme will be managed by dedicated staff in a unit within the Policy and Planning Department of MACO, and under the guidance of the director. It will be closely linked to the management structure for SAPP, to ensure close coordination between the two programmes. Implementation

will be through the MACO line agencies, working closely with both NGOs and private sector companies providing services in support of responsive and accountable, pluralistic farmer support services.

- H) **Monitoring and Evaluation Indicators.** Improved monitoring and evaluation, and knowledge management, is critical to MACO's efforts to improve the effectiveness of its research and extension services. Indicators could include: (i) numbers of farmers adopting improved varieties, and SLM practices; (ii) average yields achieved by smallholder farmers; (iii) percentage increase in incomes and against food security indicators by programme participants.
- I) **Risks.** The programme would be subject to the generic risks that affect the entire country programme (see Table 3), linked to national capacity. In addition, it would be subject to more specific risks, including the fact that the lack of land pressure in Zambia may offer little incentive for intensification of farming systems; the fact that limited market opportunities may offer smallholder farmers little incentive for increasing their productivity; and the fact that, in northern Zambia, there is currently a lack of appropriate conservation farming technologies that farmers can adopt.
- J) **Timing.** The programme was identified in September 2010. The detailed design process commenced in January 2011. A Quality Enhancement Review was conducted in March, and the final design mission took place in April/May. Quality Assurance review is scheduled for July 2011, with presentation to the Executive Board in September 2011. The programme itself is expected to be implemented over a seven-year period, 2012-2018.

## 2. Rural Financial Services Expansion Programme

- A) **Possible Geographical Area and Target Groups.** National, with priority given to expanding and deepening financial services into those areas not currently covered by service providers, yet where commercial opportunities for doing so exist. Target group to comprise rural population not served by financial services, with services tailored to the 80 per cent of rural households in poverty.
- B) **Justification and Rationale.** The ongoing RFP has made good progress in terms of expanding community-based financial institutions, piloting innovative approaches that enable financial service providers to expand their outreach, and supporting the development of a policy framework for rural financial services. In doing so, IFAD has developed a good working relationship with MFNP, which can be further built on.
- C) **Key Programme Objectives.** The Programme would have as its objective to expand the availability of sustainable financial services in the rural areas, and increase their access and use by poor rural men and women. The objective would be achieved through a systematic approach to rural financial services development, encompassing community-based financial institutions, MFIs, commercial banks and other financial service providers (e.g. agro-processors, mobile phone companies), as well as through continued policy dialogue relative to rural financial services.
- D) **Ownership, Harmonization and Alignment.** The programme would be implemented using national institutional arrangements, structures, systems and procedures. It would support and be implemented within the framework of GRZ's broader Financial Sector Development Plan, which is supported by DFID and SIDA.
- E) **Components and Activities.** Possible components would include: (a) support for expansion of savings groups and community-based financial institutions; (b) support to MFIs, commercial banks and other financial service providers, possibly made available on a competitive basis; and (c) support for policy development. New products, technologies and approaches for sustainable financial service delivery would be supported wherever possible.

- F) **Costs and Financing.** Dependent on resources under the 2013-2015 PBAS cycle. Potentially up to US\$ 30 million over seven years, with an IFAD loan in the order of US\$ 25 million.
- G) **Organization and Management.** The programme would be managed by MFNP, through the Rural Finance Unit; it would involve participation by a range of non-government financial institutions and service providers, including NGOs, both for capacity development of savings groups and as MFIs, commercial banks and other financial service providers.
- H) **Monitoring and Evaluation Indicators.** These could include (i) the numbers /percentages of rural people financing consumption/ investment activities with loans; (ii) the numbers/proportions of rural people using savings accounts or services; (iii) the numbers/proportions of rural people in savings groups; (iv) the numbers of commercial banks active in rural areas; (v) the numbers of MFIs active in rural areas; and (vi) the numbers of active savings groups in rural areas. The indicators would also reflect the IFAD Decision Tools for Rural Finance; thus, for example, the financial and social performance of the project-supported service providers (portfolio at risk, efficiency, etc.) would also be monitored. All data would be gender disaggregated where relevant.
- I) **Risks.** The programme would be subject to the generic risks that affect the entire country programme (see Table 3), linked to national capacity. In addition, it would be subject to more specific risks, including the possible undermining of the emerging savings culture in Zambia; the fact that financial service providers may ultimately be unwilling to expand into ever more remote and sparsely populated areas, where transaction costs are high; and the possibility that the rural finance policy is not developed and propagated as expected.
- K) **Timing.** The programme will be financed during PBAS cycle 2013-2015, and its design would be timed to enable the programme to start up upon completion of the current RFP, expected 30 March 2014. This points to the need to start the programme design process towards the end of 2012, with presentation to the Executive Board in April or September 2013.

## Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority areas/ affected groups	Major Issues	Required Actions
<b>Rural Poverty</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zambia's Human Development Index, at 0.395, ranks it 150th out of 169 countries. This is reflected in high levels poverty &amp; hunger, poor education attainment, gender inequality performance, child health, reproductive health, high HIV&amp;AIDS incidence and low access to safe water and adequate sanitation</li> <li>• Good progress on MDGs, with targets on hunger (MDG1), education (MDG2), gender equality (MDG3) and HIV/AIDS (MDG6) likely to be achieved. Huge challenges remain however.</li> <li>• Rural areas have missed out on benefits of economic growth: rates of rural poverty higher than urban, and declining more slowly. In 2006 67% of rural population defined as extremely poor, with poverty spread evenly across Zambia's 7 provinces.</li> <li>• High levels of food insecurity, particularly in rural areas, with 42% of rural pre-school children stunted.</li> <li>• Most rural poor are smallholder farmers: poverty highest in HHs headed by old people, female, people without education, and those furthest from markets and social facilities (schools, clinics)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support MFNP to make rural development central to Zambia's quest to achieve the MDGs by 2015</li> <li>• Promote revitalization of agriculture development in general to help achieve broad based growth and cut poverty and hunger (MDG 1)</li> <li>• Promote commodities of significant importance to smallholders in general and women farmers in particular</li> <li>• Promote investment in rural infrastructure – particularly rural roads.</li> </ul>
<b>Rural Livelihoods: General</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• While rural livelihoods are diverse, and exploitation of forest products and fishing are important for many households, smallholder agriculture remains the main activity, and particularly important for poorest households.</li> <li>• Vulnerability to long term trends – 25 years of poor economic performance leaving serious deficits in key investments (rural economic and social infrastructure); HIV&amp;AIDS' general debilitating impact on livelihoods (e.g. by seriously eroding the asset pentagon) with negative impacts higher among women; Natural resource depletion partly due to more intensive exploitation and use of wrong production methods.</li> <li>• Vulnerability to shocks – climate change and variability with rising frequency of droughts alternating with floods in some areas, animal diseases and deaths, death and sickness in the family, macroeconomic shocks (e.g. Kwacha appreciation, fuel price hikes, global economy business cycles)</li> <li>• Vulnerability to seasonal factors – food availability lowest during the rain season when labour demand peaks and incidence of diseases (malaria and diarrhea) also peak, little cash income generation during slack period</li> <li>• Area based vulnerabilities – Some areas much more prone to droughts and floods, poor soils such as due to acidity, declining soil fertility, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promote labour-based projects and help generate cash income during slack period</li> <li>• Helping farmers take a more business approach to farming will enhance financial base</li> <li>• Promote and strengthen, where they exist, savings and credit schemes. Help revitalize rural credit through innovative products</li> <li>• Promote participatory NRM and the mainstreaming of climate change mitigation and adaptation</li> <li>• Promote creation of livestock disease free zones for a vibrant livestock sector</li> <li>• Promote labour-saving technologies and production techniques</li> <li>• Promote small livestock to deal with labour-scarcity and the building of the rural population's financial base</li> <li>• Promote better preparedness for Natural Disasters</li> <li>• Help develop ability to forecast policy impacts and macroeconomic shocks on different social groups and the design of adequate mitigation measures</li> <li>• Effective mainstreaming techniques for HIV&amp;AIDS, gender and poverty in proposed interventions</li> </ul>

Priority areas/ affected groups	Major Issues	Required Actions
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vulnerability also a function of weak human capital characteristics – skills and knowledge to address risk.</li> </ul>	
<b>Agriculture Production and Productivity</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Low population densities in rural areas leads to high transaction costs for agricultural marketing and for agricultural service delivery; leads to high costs for infrastructure development (roads, electricity, telecommunication, storage facilities, etc); and makes farmer organization a challenge.</li> <li>Thin or non-existent markets reduce incentives to increase production</li> <li>Available land reduces incentives to increase productivity</li> <li>Weak linkages between agricultural research and extension services, and thin coverage for service delivery– and inadequate access by farmers.</li> <li>Low education levels of small farmers, especially among women, constraining ability to effectively use extension and market information</li> <li>Inadequate commercial orientation to farming, which is considered as a way of life rather than a business</li> <li>Production credit non-existent outside organized value chains.</li> <li>Low on-farm investments due to low financial assets, unsupportive land tenure system, etc</li> <li>Negative effects of climate change and variability</li> <li>Purchase and timely use of inputs undermined by lack of purchasing power, as well as assumption of FISP delivery</li> <li>Dominance of maize even in areas where it is not economical to produce</li> <li>Decline in soil fertility in the more productive areas of Zambia</li> <li>Labour constraints at the height of farming season due to lack of farm power mechanization, prevalence of diseases and low food stocks, AIDS, gender discrimination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support achievement of MDGs beyond MDG 1</li> <li>Commercialisation of smallholder agriculture through appropriate interventions along value chains</li> <li>Investment in research (e.g. on cassava) and in strengthening research/extension linkages</li> <li>Build on ASP-developed household and group based approach to extension, helping smallholders to: <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan, cost and record all their activities</li> <li>Use economic information to take key decisions and produce for specific markets</li> <li>Make on-farm investments to enhance productivity and value addition</li> </ul> </li> <li>Support provision rural financial services through innovative products appropriate for the rural poor</li> <li>Promote conservation farming tailored to specific agro-ecol. conditions, and include aspects with more long term impacts such as agroforestry technologies</li> <li>Facilitate better access to fertilizer and hybrid seeds through access to financial services and cash income (off season agric production, off-farm enterprises, small livestock, etc)</li> <li>Mainstream HIV&amp;AIDS and gender issues in extension services</li> </ul>
<b>Agriculture Sector Funding</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Size of agriculture budget growing; yet FRA and FISP account for two-thirds of budget with emoluments claiming significant share of the rest, leaving little for other operations.</li> <li>Planned improvement in field service delivery shown but need to be sustained.</li> <li>Subsidised inputs crowd out the private sector deliveries and discourage investments in new private fertiliser sales networks.</li> <li>Misallocation and inefficiencies in usage does not encourage sustainable fertiliser use.</li> <li>Diversion raises incomes of some but does little to raise crop productivity.</li> <li>Late delivery of inputs does not improve productivity.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support to MACO (Agribusiness &amp; Marketing Department) for cohesion and increased efficiency in the management of the rural economic development process.</li> <li>Diversify farm base through market-led opportunities. Those productive farmers with potential to respond to market signals will be able to make rational production decisions.</li> <li>For those smallholders with some production potential, use demand-pull/market-led approaches to build self-reliance based on commercial approach and relationships, and higher incomes.</li> </ul>



Priority areas/ affected groups	Major Issues	Required Actions
<b>Commercialisation of smallholder production and promotion of value addition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inadequate market infrastructure: storage, collection centres, feeder roads.</li> <li>• Markets are typically distant from smallholder farmers and uncompetitive.</li> <li>• Lack of entrepreneurial culture, business and financial management skills.</li> <li>• Absence of contract loyalty/credit repayment culture among small farmers.</li> <li>• Limited supply contract-based market linkages.</li> <li>• Low purchasing power of local consumers, local market volumes.</li> <li>• Limited value addition and high dependence on buying and selling of unprocessed agricultural products, dominated by food items.</li> <li>• Limited availability of skilled service providers.</li> <li>• Lack of adequate and timely market information.</li> <li>• Limited availability/access to financial services.</li> <li>• Limited capacity of farmer based organizations to bargain and negotiate.</li> <li>• Lack of skills in post harvest, value-adding and agro-processing activities.</li> <li>• Limited capability to identify/exploit value chain opportunities.</li> <li>• High levels of illiteracy, innumeracy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduce transaction costs through infrastructure development.</li> <li>• Facilitate resilient market linkages based on sustainable business relationships.</li> <li>• Promote market-led agro-processing ventures.</li> <li>• Facilitate generation of market information and timely dissemination.</li> <li>• Facilitate development of storage and market infrastructure by private sector/joint venture.</li> <li>• Collaborate with relevant stakeholders to promote financial services to support business ventures.</li> <li>• Develop marketing skills among service providers.</li> <li>• Identify market opportunities and convey to farming community.</li> <li>• Provide agribusiness technical advisory services to boost agricultural commercialisation through: <ul style="list-style-type: none"> <li>– Mentoring.</li> <li>– Product Development.</li> <li>– Market Development.</li> <li>– Supply Chain Development.</li> <li>– Market Information Dissemination.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Public sector capacity to support rural development.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agric. research under-funded and only weakly linked to extension</li> <li>• Extension service weak – poorly staffed on the ground due to high turnover, poor camp infrastructure, little operational funding, lack of in-service training for staff, many not fully equipped in facilitation</li> <li>• ABM which should support private sector has no policy framework and strategy and service delivery systems yet to be fully developed; it does not yet have sufficient professional and technical staff (some assigned to the FSP on a full-time basis) with competencies to support development of a competitive agribusiness sector; and many need to be equipped with the necessary skills to support agribusiness.</li> <li>• Opportunities for public-private partnerships (PPPs) for agric. Service delivery not sufficiently exploited.</li> <li>• Centralized decision making to support Community-Driven Development</li> <li>• Policy uncertainty e.g. export bans, import tariffs and quotas; prices at which FRA will buy and sell, affects the efficient operation of the private sector. It creates risk, acts as disincentive to invest in output and inputs markets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support MACO to work out detailed investment plan and strategy to guide SNDP implementation</li> <li>• Support MACO to build policy and planning machinery to ensure coordinated rural commercialisation process.</li> <li>• Support policy dialogue on how to ensure sector funding is according to sector priorities</li> <li>• Support reinvigoration of research and extension services</li> <li>• Strengthen MACO ABM to be able efficiently to play its public sector role in the private sector-led agribusiness agenda, and build capacity of ABM staff in the Districts and Provinces.</li> <li>• Promote private sector/NGO partnerships, and their provision of services, in tandem with public services.</li> <li>• Promote service provision that responds to market-oriented knowledge needs of the poor.</li> </ul>

## Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
<b>Ministry of Agriculture and Co-operatives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National influence and expertise in all facets of agricultural production.</li> <li>Existence of necessary extension network (camps, blocks and district structures) and working as main interface with farmers</li> <li>A variety of experiences with Participatory Extension Approach, over a number of years</li> <li>Extension workers, block supervisors and subject matter specialists qualified enough to adapt to introduction of new methodologies</li> <li>Existence of farmer institutes training centres in each district for demonstration of appropriate technologies and training of farmer management skills</li> <li>Existence of Farm Institutes for In-service Training and higher level farmer training</li> <li>Many messages on farm production and productivity still relevant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Allocations to FRA and FISP limit resources available for operations.</li> <li>Inability by officers at district, block and camp level to visit farmers or support farmers' initiatives due to lack of resources</li> <li>High number of unfilled positions at district, block and camp levels</li> <li>Inadequate training and exposure to modern methodologies by extension staff</li> <li>Lack of effective linkages to agricultural research (ZARI)</li> <li>Support for cooperatives not sufficiently business-oriented</li> <li>Limited number and quality of MACO publications (e.g. annual statistics and monthly bulletins) indicative of weak M&amp;E systems</li> <li>Lack of coordinating mechanisms with other ministries and organizations (MOL, MCDSS, MCTI, ZDA, etc)</li> <li>Weak sector policy leadership</li> <li>Weak financial management systems</li> <li>Weak capacity to modernize and discharge key functions for a Ministry of Agriculture</li> <li>Little progress in establishing pluralistic service provision, based on collaboration with private sector/NGOs</li> <li>Weak partnerships with DPs, mostly due to lack of agreement on budget allocation</li> <li>Weak capacity to enforce existing legislation</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>MACO has noted legal constraints. Planning to review and rationalize relevant statutes</li> <li>Will to reform within MACO, with organizational transformation envisaged under EU-financed PEP</li> <li>MOL has adopted policy of allocating at least 30% of land titles to women in the state land to improve their access to land;</li> <li>In 2011 Zambia signed CAADP Compact as a rallying initiative for coordinated support to agriculture – targeting 6% agric growth, 10% expenditure allocation to the sector</li> <li>A re-emergence of global interest in funding agriculture</li> <li>Many organizations willing to partner with MACO's extension and research services</li> <li>Accepted by farmers as the lead institution to provide agric services</li> <li>Existence of PPP models in extension and research that could be extended to other areas</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Most of the traditional systems that regulate land tenure treat women as minors who cannot directly own land</li> <li>Centralization of political power unsupportive to Community-Driven Development</li> <li>Agriculture governed by many pieces of legislation managed by different organizations. Contradictory statutes in some cases</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Need for strong leadership to modernize and fully decentralize functions</li> <li>IFAD supporting MACO's M&amp;E systems, through Swedish and Finnish grants provided under SAPP.</li> <li>The EU-financed PEP and the forthcoming S3P will address many of the institutional weaknesses highlighted</li> </ul>

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence of key legislation like the Agric Credit Act constraining private sector role in agriculture</li> </ul>	
<b>Ministry of Livestock and Fisheries Development</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence of necessary network for veterinary services and livestock extension</li> <li>Both DoLVS and DoF adopted participatory approach. Strongly backed for DoF by the amended Fisheries Act of 2007</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>New ministry in existence for only two years. Still developing systems and strengthening sub-national structures</li> <li>Yet to demonstrate strong sector policy leadership</li> <li>Huge capacity deficit: historical decline in public funding to livestock and fisheries to prevent and control diseases of nat'l economic importance, has resulted in undermining of livestock service delivery over the years</li> <li>High number of unfilled positions at district and sub-district levels with the DoF especially only having token presence in most fisheries, except during the annual closed season (December thru February) when it makes a concerted effort to enforce the ban on fishing activities.</li> <li>Weak capacity to enforce existing legislation by both livestock and fisheries departments</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Increasing appreciation of the importance of livestock including small livestock and fisheries in rural livelihoods</li> <li>MLFD has initiated process of reviewing legislation, policies, strategies and methodologies for livestock development</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Livestock farmers low willingness to pay hindering development of a private sector driven veterinary services</li> <li>Important legislation like the Water, Wildlife and Land Acts paying scanty attention to fisheries</li> <li>Some chiefs owning personal lagoons not subject to seasonal closure interfering with management of legislation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The ongoing SLIP is supporting the new ministry to develop its systems and structures.</li> </ul>
<b>Ministry of Lands</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recent improvements in data capturing and management in land allocation and ownership</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inadequate clarity regarding authority to allocate land between the state (president), traditional leadership and local authorities</li> <li>Centralized issuance of certificate of title makes it very costly for potential title holders ;</li> <li>Lack of coordination of land use functions spread among different institutions;</li> <li>Lack of systematic planning in the land delivery process; and,</li> <li>Lack of a systematic mechanism to deal with abuse of office by the agent of the Commissioner of Lands.</li> </ul>	<p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Inadequate sensitisation on conversion of customary tenure to lease hold tenure</li> <li>Differences in the nature and form of customary land tenure across the country.</li> <li>Lack of guidelines on the role and functions of traditional authorities and local authorities in land administration</li> <li>Unclear assignment of land rights and responsibilities</li> <li>Lack of popular participation by the local people in land alienation decisions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li></li> </ul>
<b>Ministry of Community</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence of an elaborate institutional framework for social protection (SP) in</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MCDSS occupies weak space in the wider GRZ institutional framework to</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Existence of coordination forums at</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li></li> </ul>

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
<b>Development and Social Services (MCDSS)</b>	<p>general and the Public Welfare Assistance Scheme (PWAS) in particular rising from community to national level</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The PWAS has a well elaborated reporting system targeted at financial allocations, resource provision and beneficiary targeting and receipts. Data aggregation and provincial performance reports are produced at provincial level before submission to the HQ</li> </ul>	<p>be an effective champion of SP agenda and policy due to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>SP roles spread across a range of ministries besides the MCDSS (e.g. Labour, Agriculture, Health and Education), grant funded organisations like NAC and NGOs.</li> <li>Weak liaison between the SP-SAGs, the MFNP and sector ministries</li> <li>MCDSS has challenges to secure wider political buy-in in the SP agenda</li> <li>Limited capacity for policy analysis and training and professional development undermining needed confidence to assume strong leadership role</li> <li>Weak ownership and commitment within the MCDSS to some aspects of SP such as cash transfers which are more championed by donors</li> <li>The functionality of PWAS undermined by the low and erratic funding</li> <li>Weak sustainability of the PWAS system due to dependency on volunteers</li> <li>MCDSS state of physical assets and infrastructure in districts including office accommodation very poor</li> </ul>	<p>provincial, district and sub-district levels provides many opportunities for the MCDSS to sell and allow other agencies to buy into its agenda</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Donor keenness and willingness to support social protection</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Little public pressure on government to provide social protection to the poor</li> <li>Not seen by more "powerful" ministries as a particularly convincing policy champion in the field of poverty reduction</li> </ul>	
<b>Research Institutions - Zambia Agriculture Research Institute (ZARI), Golden Valley Agricultural Research Trust (GART), University of Zambia (UNZA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ZARI's research agenda setting participatory in a bottom-up fashion</li> <li>ZARI stations located strategically in the three agro-ecological zones</li> <li>GART's diverse nature of funding sources allows it to undertake research of interest to both small scale and commercial farmers</li> <li>UNZA research playing special role as main objective is to contribute to qualifications of UNZA staff and add to their publications lists</li> <li>Current staffing of ZARI at 73% of the establishment in 2009 as well the qualification and quality of researchers (MSc and PhD holders) judged as satisfactory</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Of late and due to funding challenges, ZARI participatory approach to research agenda setting not working as well as it once did with frequency of meetings and the participation of a wide range of partners declining.</li> <li>Low budget execution rates for ZARI, especially for regional stations as well as the erratic and unpredictable monthly releases affecting negatively the continuity of the work.</li> <li>All donor contributions to GART (more than 50% of research funding) earmarked grants for specific activities which restricts its research agenda setting based on perceived needs</li> <li>Links between UNZA research, ZARI</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITY</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Increasing regional cooperation in agriculture research</li> <li>Reemerging international interest in supporting agriculture research</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Many senior researchers at ZARI nearing retirement age.</li> </ul>	

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
		<p>and extension service virtually non-existent</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Socio-economic researchers under-represented in the research system, undermining understanding on low productivity despite existence of necessary technologies</li> </ul>		
<b>Local Government Structures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deconcentration of MACO to provinces, districts and camps better advanced under MACO compared to other ministries. MACO at all these levels</li> <li>• Some political accountability for local services.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited progress in decentralization</li> <li>• Very limited management capacities.</li> <li>• Few resources reaching sub-national levels; staff demotivated</li> <li>• Inadequate staffing levels</li> <li>• Too much staff hours spent on FISP management at critical time in farming season</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence of a Decentralisation Policy</li> <li>• Inclusion of decentralisation in the draft constitution</li> <li>• District and sub-district structures (DDCC, ADC, ZDC, VDC) allowing inter-organisational cooperation</li> <li>• MACO well recognised at district and sub-district levels</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inadequate political will to carryout decentralisation in eight years since Policy adopted</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Development of local Government structures is ongoing but incomplete.</li> </ul>
<b>Traditional Authority</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Very good understanding of and strong influence on communal life.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited technical capacity.</li> <li>• Inexperience in market-based development.</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partner in participatory development.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Not necessarily representative of participating smallholders</li> </ul>
<b>Apex Farmer Organisations (AFOs) – Zambia National Farmers Union, Peasant Farmers Association of Zambia, Women in Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Membership driven and thus credible with farmers</li> <li>• Committed leadership</li> <li>• Written constitutions to guide operations</li> <li>• Available support (technical and financial) from donors</li> <li>• For ZNFU, a functional secretariat with capable management and technical staff, and innovative programmes in support of their members</li> <li>• Extensive networking and linkages among farmer organizations</li> <li>• Represented on key dialogue platforms. Have opportunity to influence policy/ operating environment</li> <li>• Credibility with government and other stakeholders.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited financial resources and funding sources although things better for ZNFU</li> <li>• Donor dependency, especially by ZNFU</li> <li>• Poor and limited communication systems</li> <li>• Apart from ZNFU, other AFOs have inadequate office accommodation, they lack own assets, they have inadequate human capacity at leadership and secretariat levels, and inadequate skills in leadership, advocacy and lobbying, and they lack adequate accounting systems</li> <li>• Inadequate promotional activities, marketing</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A vast untapped membership</li> <li>• Increasing donor support to social economic development</li> <li>• Political stability and improving policy environment</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Government policy inconsistency</li> <li>• Majority of potential members engaged in low profit agriculture activities</li> <li>• Poor rural infrastructure hampering effective communication with members as well members access to markets leading to low earnings</li> </ul>	

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
			<ul style="list-style-type: none"> <li>The devastating impacts of HIV&amp;AIDS</li> <li>Non payment of registration and annual subscription</li> <li>Inadequate support from donors (for non-ZNFU AFOs) and government</li> </ul>	
<b>Cooperatives, District Farmers' Associations, and other farmer groups</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Voluntary grassroots organizations</li> <li>High level farmer interest</li> <li>Some have strong business orientation, offer important services</li> <li>Links to national level apex organizations</li> <li>Good interface with other structures at community level</li> <li>Strong and vibrant in areas where projects worked with farmer groups/ cooperatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>In some, weak management and poorly organized</li> <li>Dominance of only a few individuals</li> <li>Cooperatives that only become active during fertilizer distribution</li> <li>Cooperatives not fully compliant with the Cooperatives Act</li> <li>Limited financial resources</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Good entry point for farmer mobilization and service provision</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Political interests able to hijack agenda of farmer organisations</li> </ul>	
<b>Private sector</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Driven by profit motive, need for efficiency.</li> <li>Growing interest in providing services to smallholders.</li> <li>Flexibility in matching supply and demand.</li> <li>Outgrower funding for some crops – cotton, tobacco, flowers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Small stock market intermediaries colluding.</li> <li>Limited access to credit.</li> <li>Limited outreach of support services.</li> <li>Limited collaboration with government</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Could play larger role in extension, marketing services.</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Policy inconsistencies</li> <li>Unsupportive regulatory environment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poorly developed wholesale supply chain and transport infrastructure.</li> </ul>
<b>Bank and Micro-Finance Institutions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rising domestic savings as a share of GDP from about 6% in the 1990s to around 16.5% in the 2000s – surpassed SSA corresponding average in 2006</li> <li>Number of commercial bank branches has grown rapidly in the period 2006-2009; reaching 264 across 17 banks as of September 2009</li> <li>Number of ATMs increased from 54 to 295 over the period 2004-2008</li> <li>Innovative money transfer schemes emerging such as mobile transfer systems</li> <li>Growing interest in service delivery in the rural areas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financial services sector in early stages of development compared to other countries in ESA</li> <li>Poor savings and credit culture, with many years of poor experiences with credit programmes</li> </ul> <p><u>BANKING SECTOR</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Low financial intermediation due to small size and coverage of banking sector</li> <li>Dependency of bank earnings on lending to blue chip companies, foreign exchange trading and trading in Government securities</li> <li>Labour market rigidities – restrictive labour legislation, immigration procedures and limited training programmes for banking professionals</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Improving policy and regulatory environment</li> <li>An increasingly stable macroeconomic environment</li> <li>Small farmers willingness to participate in savings and credit schemes</li> </ul> <p><u>THREATS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poor credit and savings culture</li> <li>Low population densities in rural areas mean transaction costs are high</li> <li>Apparently low demand for financial services due to high poverty levels</li> <li>Significant share of business</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Expansion of banks and MFIs into rural areas being supported under RFP</li> </ul>

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/threats	Remarks
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Weak legal infrastructure</li> <li>• The high cost of banking services</li> <li>• High cost of credit despite declining inflation rates due to high operational costs and risk</li> </ul> <p><u>MICRO-FINANCE INSTITUTIONS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Micro-finance industry limited in scale, nos. of players and outreach compared to other countries in ESA</li> <li>• Dearth of skilled human resource</li> <li>• Inadequate rural branch network</li> <li>• Limited liquidity due to the crowding-out effects of GRZ's borrowing from the banking system and tight monetary policy (i.e. high statutory reserves)</li> <li>• Cumbersome procedures and requirements for opening a savings account</li> <li>• Commercial banks consider lending to smallholder farmers to be very risky</li> <li>• Lack of a credit reference bureau</li> </ul>	<p>owners are unaware of micro-credit opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inadequate legal infrastructure</li> </ul>	
<b>Local NGOs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Good understanding of local environment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of understanding of business and markets.</li> <li>• Operating on very small scale</li> <li>• Methodologies vary in focus and quality</li> <li>• Limited capacity to upscale services</li> </ul>	<p><u>OPPORTUNITIES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Able to build own capacity through work with international NGOs.</li> <li>• Possible partners for community capacity building interventions.</li> <li>• Steady increase in number and quality of Local NGOs focused on rural and agricultural development.</li> </ul>	

### Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
<b>Royal Norwegian Embassy</b>	Conservation Agriculture Programme (CAP)	In 1999, MACO declared Conservation Farming/Conservation Agriculture and related technologies a priority for promotion by both MACO and the various partner Institutions, in order to address the issue of low farm productivity and sustainable productivity.	Ongoing	
	Conservation Agriculture Scaling Up for increased Productivity and Production (CASPP)	The Conservation Farming Unit (CFU) of ZNFU is currently implementing a 5 year CAP supported by the Norwegian Government to scale up CA. The current phase is coming to an end in December 2010. Together with the Government of Finland Norway has responded positively to support a new and possible expanded phase of the program. Within the existing CAP program a research component implemented by GART is intended to provide up to date research on conservation agriculture. The two-year CASPP is being implemented by MACO, with technical and administrative support from FAO and with financial support from EU and Norway. The programme aims to scale up conservation farming and mainstream it within MACO and adapt CF technologies for higher-rainfall areas. It is being implemented in 11 districts	Ongoing	Good potential: S3P expected to support R&D for CA technologies adapted to cassava-based farming systems. It can collaborate with / build on CASPP work.
	New projects in preparation.	The Government of Norway is also considering a new project with Ministry of Community Development focusing on 170,000 "vulnerable but viable" households. It would include cash transfers (safety nets), extension and access to inputs and promote CA with CFU. National in scope. Start in 2011.	Under preparation	
<b>USAID</b>	PROFIT (Production, Finance and Technology Project).	The project's aim is to increase smallholder client production and productivity by reducing costs of production and, together with private and public sectors, extend services to some 100 000 small farmers in high economic potential areas in Zambia. The project focuses on value chains and on the development of support industries, such as financial services and inputs. It works over the entire national territory. Its goals are to: (i) Improve the competitiveness of selected industries in which large numbers of SMEs participate and might benefit. (ii) Foster the sustainability of competitiveness to enable firms and industries to respond to market demands, both in the short and long run. (iii) Increase the breadth and depth of benefits at the industry, SME and household levels. In doing so, PROFIT aims to apply the following intervention principles: (i) Goal: Assure the competitiveness of the whole industry over time while assuring that growing	2005-2011 Likely extension of 5 years.	Good potential: SMEs supported by PROFIT can be active participants in agricultural value chains supported under SAPP



Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
		<p>numbers of SMEs participate and benefit. (ii) Methodology: Foster a greater role for the private sector and a more strategic role for Governments, donors and project implementers – who should act as market facilitators rather than players. PROFIT has been designed around the hypothesis that sustained economic growth in the agricultural sector and in Zambia in general will be best achieved through the diversification of the rural economy, a focus on export development and the linkage of small producers into commercial markets.</p>		
	Food Security Research Project	<p>FSRP is a collaborative research programme, involving MACO, the Agricultural Consultative Forum, the Central Statistical Office, Ministry of Finance, the Agricultural Economics Dept. of Michigan State University, USAID and SIDA. Its mandate is to contribute to effective policy dialogue, capacity building and, ultimately, an improved agricultural policy environment in Zambia, through collaboration with government and the private sector. To achieve these objectives, FSRP carries out in-service capacity building, applied analysis and policy outreach.</p>	Likely to be extended to 2015	<p>Good potential: FSRP's socio-economic analysis of Zambia's agric. population of; its work on tillage systems; its analyses of the cassava and horticultural VCs and its global market analyses, are all of value to COSOP, project design and implementation</p>
	Funding to national institutions	<p>USAID provides funding to several national institutions</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zambia Agricultural Commodity Agency (ZACA). ZACA issues warehouse receipts against agricultural commodities stored in warehouses, which they certify to be safe and secure. The receipts, defining the quality and quantity of a given commodity are used as collateral (instruments of title) in obtaining commercial loans against the stored commodities.</li> <li>- The Agricultural Consultative Forum (ACF). The ACF, established in 1998, is a platform for stakeholder consultation, information sharing, networking, and institutional capacity strengthening within the agricultural sector. Through ACF Advisory Notes, the government is provided with key inputs for policy decisions, representing the views of sector stakeholders.</li> </ul>	ongoing	<p>Potential: ZACA plays an important role in strengthening farmers' access to markets; ACF an important stakeholder in agric. sector policy</p>
	U.S Government strategy for food security in Zambia	<p>In February 2011 the preliminary strategic direction for a multi-year, whole-of-government, U.S. strategy to address food security in Zambia, a Feed the Future country, was developed. The strategy is likely to focus particularly on value chain transformation, complemented by activities in nutrition/health, and in promoting an enabling environment. Field activities for food security will focus on the Lusaka/Eastern corridor on horticulture and staple (soya, groundnut, sunflower) value chains.</p>	Under preparation	<p>Potential for knowledge sharing; extent of potential depends on geographical coverage of proposed S3P</p>

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
		It will also work on maize to the extent that increases in small holder productivity will enable diversification into other commodities.		
<b>World Bank</b>	ADSP (Agricultural Development Support Project).	The development objective of the nationwide ADSP is to support increased commercialization of smallholder agriculture through improved productivity, quality and efficiency of value chains where smallholders participate. To attain this objective, the Project will (a) provide resources for working capital and term lending for capital investments in productive and marketing assets/activities to improve productivity, quality and efficiency of supply chains; (b) target investments into public/collective goods, such as feeder roads and into key public service functions; and (c) build market, technical and managerial capacities of farmer groups and producer organizations through extension service delivery. It is run on a countrywide basis.	Closing date 2014.  Total cost USD 40 m	
	IDSP (Irrigation Development and Support Project)	The objective is to "increase yields per hectare and value of diverse products marketed by smallholders benefiting from investments on irrigation in selected sites served by the project". The project will develop irrigation schemes in three to six sites. Three sites have already been identified: Mwomboshi, Musakashi, Lusitu. The schemes will be run on basis of public-private partnership arrangements. Support will be provided all along the value chain of the commodities.	Planned 2011-2017  Total cost: USD 201 m	
	Livestock Development and Animal Health Project	The project objective is to improve the productivity of key livestock production systems for the targeted smallholder and emergent producers, both men and women, in the identified areas and improve the safety of meat and dairy products sold in local markets. Specific objectives are to (i) increase yields of targeted production systems by participating smallholder and emergent producers in the targeted areas; (ii) decrease the incidence of key animal diseases in project areas; and (iii) build the capacity of the Animal Production and Health system and Veterinary Services.	Planned 2012-2017  USD 45 m. from IDA	In short-term, good potential. In medium-term, implications for follow-up to SLIP need to be explored.
	Rural roads	There is a perspective to have another large project starting in 2012 promoting the development of rural roads and regional railway.	Planned	
<b>WFP</b>	Purchase for Progress (P4P)	P4P is a multi-country initiative of WFP's aimed at ensuring that food assistance is part of a long-term solution to the hunger challenge. By purchasing its food assistance requirements from small-scale farmers, and working with other partners to connect small-scale/low-income farmers to markets, WFP envisions that	Starting up	Strong potential: P4P as a potential purchaser of commodities (particularly cassava and beans) produced by smallholder farmers supported by

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
		<p>participating low-income farmers will have realized higher annual farming income as a direct result of sales of commodities to WFP.</p> <p>In Zambia, the P4P programme aims to improve the income production and diversification of crops for the small-scale producer, by working through and strengthening existing marketing systems. The strategy demonstrates the capacity of the market system to buy from smallholder farmers as opposed to direct WFP purchases. The strategy is threefold: 1. Macro level (Market development) – WFP buys across the exchange to meet requirements within country but also for export, thus helping develop a transparent agricultural market and increased price discovery. 2. Informal Alliance level (smallholder engagement) – Smallholder farmers will be linked to certified district warehouses through the Alliance. WFP and partners ensure that target districts smallholder and emerging farmers have access to inputs, knowledge, markets and services to encourage investment therefore increasing production and productivity. Sale of commodity through certified warehouses on the Exchange leads to reduced transaction costs and therefore a greater share of the terminal selling price thus increasing incomes. 3. Processing – WFP buys from small-scale processors and investigates means of expanding such models.</p>		SAPP / S3P
<b>SIDA</b>		Provides programme and budget support. Ongoing 2008-2011 program strategy focusing on energy, health, agriculture.		
	Programme Support to Farming as a Business	The extension of the Agricultural Support Programme (ASP), which closed in 2008 and was promoting a 'farming as a business' approach, has been dropped due to disagreements between SIDA and MACO on the approach.	Cancelled	ASP provided many lessons for agric. development in Zambia, which will be taken on board under S3P.
	Capacity building for civil society	Provides support to civil society on policy advice through the Agriculture Consultative Forum (ACF) and ZNFU. In coordination with the Food Security Research Project (FSRP).	Ongoing	
	Marketing with "Profit Zambia"	Developing a marketing project through "Profit Zambia" in order to strength the links between CA and markets. Focus on the private sector.	Planned	
	Improvement of agricultural curricula	Formulating a project to improve the curricula of the agricultural colleges. Will complement the EU-funded PEP.	Planned	

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
<b>Finland</b>	Programme for Luapula Agriculture and Rural Development (PLARD)	The overall objective of the programme is to contribute to the development of an efficient, competitive and sustainable agricultural and rural sector, which ensures increased income and food security for the people of Luapula province. To achieve this, it aims to promote sustainable commercialisation and development of fisheries, agriculture and agribusiness and foster a supportive policy, regulatory and institutional environment. Impact: Rather disappointing achievement in agricultural production and business. More positive in fisheries.	2006-2010	
	"PLARD II":	Extension of first programme while focusing on fisheries, with as its goal To achieve an efficient, competitive and sustainable agricultural and fisheries sector, ensuring increased income and food security for the people of Luapula Province. PLARD II will and will consist of 5 components: 1. Agribusiness, 2. Agriculture, 3. Capture fisheries, 4. Aquaculture and 5. Institutional / organisational development of MACO / MLFD. Close cooperation and synergies between the activities under different components of PLARD II will be ensured throughout the programme implementation. (10.4m EUR)	Jan 2011 – Jan 2015	Very good potential: Finland proposes to cofinance S3P, thereby creating vehicle for lessons learnt through PLARD to be taken on board.
		In collaboration with the African Development Bank, Finland's support contributes to the Small-scale Irrigation Project (SIP) implemented by the Ministry of Agriculture and cooperative. The support is for the completion of four irrigation schemes, encompassing 1,980 hectares in Southern and Lusaka Provinces. (10 M. EUR)	Ongoing 2010-2012	
		Support to ZNFU: 1.3 M EUR project providing capacity building to strengthen ZNFU, to consolidate its' core functions of; (a) lobbying and advocacy; (b) diversifying and improving member services provision; (c) enhancing sustainability; (d) improving the mainstreaming of cross cutting issues; and (e) improving the capacity to manage results. In collaboration with SIDA.	Ongoing 2009-2013	Potential: ZNFU will be expected to participate in S3P to at least some degree
		CA project in preparation for EUR 5M. Collaboration with CFU. Cofinancing with Norway and possibly SIDA.	Preparation 2011-2015	
	Innovative Forestry Project	No details yet	Identified	
<b>SNV</b>	Promotion of rice value chain	Targeting 25,000 rice growing farmers (out of the total estimated 100,000 nationwide). Support for production as well as marketing and processing.		

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
EU	MACO and MLFD Performance Enhancement Programme (PEP)	PEP is a major capacity building programme aimed at capacitating the Ministry of Agriculture and Cooperatives and the Ministry of Livestock and Fisheries Development in a way that enables the two Ministries to assume their new roles. It will focus on: (i) Change Management and Leadership Development. (ii) Services Analysis and Functional Review Policy, (iii) Strategic and Sector Planning (iv) Public Sector Budgeting, Planning and Financial Management (v) Monitoring, Evaluation and Performance Accountability (vi) Improved Personnel Management (vii) Improved Planning and Management of MACO Staff Development (viii) Improved Planning and Management of Agricultural Education and Training (ix) Enhanced Use of ICT in Administration and Service Delivery (x) Enhanced Response to HIV/AIDS. EU budget of 6.5 million euro over 2 years.	Under formulation	Very good potential: S3P should be closely coordinated with PEP, and the two progs. should be mutually supportive
	Improving Productivity of the Small-scale Agricultural Sector in Zambia implemented by the Zambia National Farmers Union (ZNFU)	The project aims at improving access to agricultural inputs, information, marketing and other services by small-scale farmers in 12 target districts; and strengthening service delivery capacity of targeted ZNFU affiliated District Farmers Associations (DFAs) to their small scale members. The main activities are: to: (a) construct 2 Agricultural Service Centres; (b) build capacity for sustainable DFA agricultural services and support delivery; (c) promote increased private sector support service provision to DFA members in areas of input supply, marketing, financial services, information, veterinary services, etc; and (d) increase DFA provision of sustainable member services through building operational capacity at existing DFAs to deliver support, including skills development, information dissemination, technology transfer, and farmer skills development on farm management and production. The total cost of the project is €2.4 million.	2010-2011 (21 months)	Possible opportunities to build on the project's work with DFAs
	Seed Entrepreneurship for Economic Development and Food Security (SEEDFS), implemented by Self Help Africa (SHA)	The project aims to increase access and timely supply of good quality seeds and other inputs suitable for 100,000 resource poor rural farmers in 10 targeted districts across Zambia. This will be achieved through delivering outputs in four areas: (a) increased production of diverse quality seed for small-scale farmers; (b) increased availability and access to foundation seeds of locally bred and improved seeds by seed growers in Zambia; (c) an enabling environment created for production, distribution and marketing of seeds and other inputs for small-scale farmers; and (d) increased agriculture productivity through use of sustainable agriculture methods. The total cost of the project is €1.2 million	2009-2011 (21 months)	

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
	Integrated Agricultural Development Programme, implemented by Plan International UK Limited	The objective of the project is to strengthen and rapidly improve household food and nutrition security for vulnerable groups in two districts in Eastern and Central Provinces. Expected results are: (a) improved and sustained crop yields and incomes through the promotion of sustainable agricultural practices, supporting farmer peer-support networks and the distribution of selected agricultural inputs; (b) improved local supply of affordable, quality seed; (c) increased productivity and integration of, and income generation from, local livestock, fisheries and nutrition gardens through improving community livestock management practices, the distribution of goats, supporting the construction, stocking and management of ponds and micro-irrigation technologies and extension support to vegetable gardens. The total project cost is €1.1 million.	2010-2011	Opportunities for learning lessons from the implementation experience.
	Farmer Input Support Response Initiative (FISRI) to rising prices of agricultural commodities in Zambia implemented by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	This aims to increase food production in 12 districts in 4 provinces of Zambia through improved access to agricultural inputs and promotion of Conservation Agriculture (CA) principles, to help mitigate the effects of soaring food and input prices. Expected results are: (a) strengthened capacity of MACO extension staff to support CA practices; (b) strengthened capacity of lead farmers to support conservation agriculture practices; (c) strengthened capacity of farmers to practice conservation agriculture; (d) effective institutional and governance framework enabling project planning, operations and sustained results; and (e) efficient and effective monitoring, reporting and lesson learning system in place. The total cost of the project is €7.5 million.	2009-2011 (26 months)	Good opportunities for building on experiences gained.
	Responding to soaring food prices: a step towards sustainable agriculture, income generation and empowerment of small scale farmers, implemented by CeLIM	The project aims to improve food security, income generation and socio-economic conditions of small scale farmers in two districts in Southern Province through the development of a sustainable and efficient agricultural sector. Expected results are: (a) appropriate agricultural practises developed, land productivity and farm yields enhanced for 4200 small scale farmers; (b) management of post harvest improved, availability of storage facilities extended to serve 3,600households and selling of produce optimised; (c) diet diversification improved; (d) capacity of operating conscious planning and management of business at household level improved; and (e) access to financial resources and productive inputs by beneficiaries improved. Total project cost €1.2 million.	2010-2011	

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
JICA	Agriculture and Rural Development Advisor	An Agriculture and Rural Development Advisor's position is being financed within MACO until July 2011. It aims at strengthening the capacity of Policy and Planning Department with respect to Policy formulation, Planning, Programme management, and to enhance effective donor coordination with other donors and organizations	2007-2011	
	Project for Participatory Village Development in Isolated Areas	From 2002 to end of 2009, it has financed a community development project ("Project for Participatory Village Development in Isolated Areas" (PaViDIA)) in the Northern (Mporokoso, Luwingu) and Lusaka Province (Chongwe). The project was implemented through MACO.	Ended 2009	
	Rural Extension Service Capacity Advancement Project (RESCAP)	A follow-up of the PaViDIA. It aims to improve rural extension service of MACO thorough the implementation of the rural development activities (micro project) centred on extension officers and farmers, using participatory development approaches.	2010-2014	Potential to learn from extension approaches supported under this project
	Food Crop Diversification Support Project for Enhancement of Food Security in Zambia (FoDiS)	The Food Crop Diversification Support Project, implemented through the Zambia Agricultural Research Institution (ZARI) and MACO, aims to enhance food security in 10 drought-prone districts in Southern, Lusaka, Eastern and Western Provinces, by reducing over-dependency on maize and promoting drought tolerant food crops such as roots and tubers (cassava, sweet potato), legumes and traditional cereals (including Nerica rice). Outputs include: the multiplication and distribution system for improved varieties of cassava and sweet potato planting materials is established. (ii) suitable drought tolerant food crops, other than cassava and sweet potatoes, are identified and local production of these crops is improved. (iii) extension activities are enhanced. (iv) various types of processing, preservation and utilization technologies for target food crops are disseminated.	2006-2011	Potential to share experience on cassava and rice promotion, and possibility of linkages btwn this project and SAPP
	Study on the Master Plan for Promotion of Irrigated Agriculture for Smallholders in the Peri-urban Area	Study on the Master Plan for Promotion of Irrigated Agriculture for Smallholders in the Peri-urban Area. Concerns 23 districts along the line of rail, in Southern, Lusaka, Central and Copperbelt Provinces. The project aims to 1) formulate a Master Plan with Action Plans to promote commercial irrigated agriculture of smallholders in the peri-urban area and 2) carry out capacity development of counterpart personnel in the course of the Study.	2009-2011	

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
	Community-Based Smallholder Irrigation Study for Northern and Luapula Provinces (COBSI).	Community-Based Smallholder Irrigation Study for Northern and Luapula Provinces (COBSI).The study aims to 1) create an Action Plan to promote and develop effective smallholder irrigation schemes for improving agriculture productivity in the Northern and Luapula Provinces and 2) build capacity of counterpart personnel and concerned communities through transfer of technology of smallholder irrigation development.	2009-2011	
	Other	Other possible interventions in the future: Rice oriented production and post-harvest support project. Food crop diversification. Irrigation development (in collaboration with other partners like ADB, WB, ...).		
<b>African Development Bank</b>	Small Scale Irrigation Project	The Small Scale Irrigation Project, costing about UA6.10 plus Euro 10 million, is implemented in Southern and Lusaka provinces and targeted rehabilitation of a 215-ha irrigation scheme at Buleya Malima, and construction of a new 595-ha irrigation scheme, for 160 households at Nega Nega site. Four other Irrigation schemes are to be completed at Sinanzongwe, Nzenga and Kanakantapa. The project has been co-financed with the Government of Finland	Approved in 2000 and expected to close in April 2012	
	Livestock infrastructure support project	Livestock infrastructure support project: will include (i) community infrastructure (service centres, feeder roads, dip tanks, slaughter houses, water points, etc.) and (ii) public infrastructure (quarantine stations, livestock check points, laboratories, etc.).	Preparation. Appraisal 2011; however, some uncertainty as to AfDB's intention	In short-term, good potential. In medium-term, implications for follow-up to SLIP need to be explored.
<b>FAO</b>	All ACP Agricultural Commodities Programme	To extend improved production, productivity and on-farm value addition of, mainly cassava, and other traditional staples.	2010	
	Support to Zambian aquaculture farmers	Main expected outputs: Profitable and sustainable aqua-businesses demonstrated at least three pilot sites. Operators and investors knowledgeable in appropriate aqua-business management. Access to suitable production units (i.e. feed, seed and capital) and to suitable production sites improved. Sites in Copperbelt; Central and Southern Provinces. USD 0.4m.	2010-2012	



Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
	Enhancing Food Security in Cassava Based Farming Systems in Zambia	Follows two projects (2007-2010) (same area) on support to integrated production and processing of cassava for increased food security and income generation. One was addressing the production side, the other the post-harvest side (transformation and marketing). The presently ongoing project focuses on post-harvest value addition: support provided in areas of metal fabrication, business management and quality control. Training of artisans in fabricating cassava processing equipment such as chippers, graters and screw presses. Sites in Central and Luapula provinces.	2010-2011	Good potential for collaboration under SAPP and S3P, both of which will focus on cassava
	Conservation agriculture scaling up for increased productivity and production (CASPP)	The outcome of the project is to increase the capacity of MACO and OFFs to provide future extension support to CA beneficiaries in the country. The CASPP is in line with the MACO's Conservation Agriculture for Sustainable Agricultural Development (CASAD) programme which provides the framework for providing support on the premise of the ministry's CA scaling up vision. The activities cover the following aspects: Up-Scaling the CASPP model based on adaptation of the CAP. Capacity Building of MACO District Structures. IEC. Adaptive Research and Training. Development of Market Linkages. National Policy Dialogue on CA. Targeting 122 camps in 12 districts. Funded by Norway.	2009-2010 Norway funded	
	Farmer Input Support Response Initiative (FISRI) to rising prices of agricultural commodities	<p>The project aims at promoting conservation agriculture. The approach is based on extension through CFU and MACO extension workers and direct support to farmers through voucher schemes. Targeting 60,000 farmers in 29 districts. EU funded.</p> <p>Both CASPP and FISRI operate on the same model of using extension methodology. They build capacity of MACO extension staff who in turn do train Lead Farmers who as well train 15 other participating farmers each. This has a multiplier effect. During the first year, FAO used the paper voucher for input distribution to farmers. This system has its own strength and weaknesses. After the first year, the project felt the need to go electronic given a conducive network coverage Zambia enjoys from mobile transaction providers.</p>	2009-2011 EU funded	
	UN REDD Programme – Zambia quick start initiative	The program aims at preparing Zambian stakeholders and institutions for nationwide implementation of REDD. The activities will target the following objectives: (i) capacity building, (ii) development of an enabling policy environment for REDD, (iii) develop REDD and benefit-sharing models; (iv) develop monitoring, reporting and verification systems. USD 4.5m. Nationwide.	2010-2012	

Donor/ Agency	Project/ Programme	Project/Programme Coverage	Status	Synergy potential
	Support to Surveillance Structure and Capacity in Central and Southern provinces in view of establishment of a Livestock Disease Free Zone in Central Province	The outcome is to improve disease surveillance and control structure and district veterinaries' capacity to carry out surveillance. Three main outputs have been formulated, namely (i) National epidemio-surveillance structure strengthened; (ii) Capacity for surveillance enhanced in Central and Southern Province and (iii) Systematic epidemio-surveillance protocol established in Central and Southern Provinces. Central and Southern Provinces of Zambia.USD 384,000.	2010-2012	
	Integrated Land Use Assessment in Zambia ILUA II	The main purpose of ILUA is to build up forest related land use resource inventories, support national planning capacity and contribute to formulating development policies. This project is a follow-up on a previous project implemented between 2005 and 2008. National scope. USD 4m.	2010-2013	

## Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty level and causes	Coping Actions	Priority needs	Programme Responses
<p><b>Vulnerable but viable subsistence farmers</b></p> <p>Within this group, <b>women</b> are amongst most vulnerable and typically poorer than men</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Most rural households either just above, or below, poverty line: (80% poor, 60% extremely poor)</li> <li>• Vulnerability to external shocks</li> <li>• Food insecurity, reflected in illness, stunting of children</li> <li>• Most HHs net food buyers or completely divorced from markets</li> <li>• Limited land - less than 2.5 ha of land on average</li> <li>• land rented where displaced (by flood, drought, conflict, divorce/ death etc)</li> <li>• Labour constraints</li> <li>• Limited cash assets</li> <li>• Declining soil fertility</li> <li>• Poor access to inputs, rural financial services and markets due to long distances, lack of information</li> <li>• Low technology adoption or adaptation, and inability to innovate/diversify, resulting in low productivity</li> <li>• Inability to influence agriculture policies and programmes</li> <li>• Low levels of education and skills</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 23% of smallholder households headed by women</li> <li>• 10% own title deeds to land, widowhood and divorce exclude women from inheritance of family land</li> <li>• Provide family labour in both peak and off peak periods</li> <li>• Limited resources to hire labour</li> <li>• Limited opportunities for employment due to gender roles</li> <li>• Exclusion from technological advancements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Farm mainly for subsistence purposes, to meet household food requirements</li> <li>• Sell labour for food or cash</li> <li>• Sell small surpluses at farm gate</li> <li>• Use borrowed land from family members or neighbours</li> <li>• Revert to traditional crops which have been increasingly abandoned</li> <li>• Diversify livelihood strategies, particularly through exploitation of non-timber forest products or fishing</li> <li>• Reduce meals per day when facing food shortages</li> <li>• Seek government welfare support / relief interventions during natural disasters</li> <li>• Some identify themselves with groups/ cooperatives</li> <li>• Some try to diversify, increase area cultivated to produce for the market</li> <li>• Dependence on limited remittances from family member in urban areas</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Engage in petty trading or small business activities with low returns</li> <li>• Sell off remaining assets to meet household expenses</li> <li>• Engagement in exploitative labour for cash or food</li> <li>• Women engage in illicit affairs with fishermen to access fish for sale on the market or with other business men to gain access to sources of supply and to find ready market</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Opportunities to diversify or improve productivity</li> <li>• Increased opportunities for casual labour for food and cash</li> <li>• Improved access to agriculture support services</li> <li>• Improved access to technologies</li> <li>• Improved access to financial services</li> <li>• Improved access to information on markets and sources of supply.</li> <li>• Sustainable linkages to markets and commercial organisation ventures</li> <li>• Opportunities to diversify beyond agric. To RNFE</li> <li>• Strengthened skills to take advantage of opportunities and access</li> <li>• Improved organization for intermediation with government and private sector</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved access to finance</li> <li>• Access to gender responsive agriculture services</li> <li>• Improved opportunities to access and control adequate and fertile land</li> <li>• Opportunities to invest in gender friendly pre and post harvest value addition technology</li> <li>• Appropriate and gender-responsive market-related opportunities (production/</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promote commercial opportunities for smallholder farmers and enable them to access those opportunities</li> <li>• Expand and reorient farmer support services</li> <li>• Expand delivery of financial services in the rural areas</li> <li>• Support strengthening of a range of rural people's organizations</li> <li>• Assist farmers to strengthen their technical and business skills</li> <li>• Assist rural people to develop skills for non-farm rural economy</li> <li>• Improve production and post harvest value-adding gender friendly technologies for marketable and profitable commodities</li> <li>• Enterprise group capacity building</li> <li>• Finance rural infrastructure development – particularly market access roads, storage and market facilities</li> <li>• Assess specific needs of women</li> <li>• Support development of women's savings groups</li> <li>• Ensure farmer production support services respond to particular requirements of women</li> <li>• Ensure access to and control over programme resources and benefits by female farmers</li> <li>• Building individual and</li> </ul>

Typology	Poverty level and causes	Coping Actions	Priority needs	Programme Responses
<p>With 14% HIV rate, <b>HIV/AIDS affected households</b> face specific issues</p> <p>There are 1.1 million orphans countrywide, and significant numbers of <b>youth/child headed households</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited participation in marketing of agriculture produce</li> <li>• Lack of access to animal draught power and gender- friendly agriculture equipment</li> <li>• Unequal access to and control over resources and benefits</li> <li>• Food insecurity</li> <li>• Taboos that inhibit women's participation in fishing</li> <li>• Severe labour constraints due to prolonged illness of productive members</li> <li>• Food and income insecure</li> <li>• Limited opportunities to participate in groups</li> <li>• Reduced asset base and access to factors of production</li> <li>• Depleted financial and material resources due to medical bills</li> <li>• Stigmatisation</li> <li>• Increased burden for women due to role as care givers</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 57% paternal, 16% maternal, 27% double orphans</li> <li>• Lack of access to land and other factors of production</li> <li>• Lack of access to agriculture services and markets</li> <li>• Serious labour constraints</li> <li>• Lack of access to inputs</li> <li>• Lack of life skills, technical skills, business skills and indigenous knowledge</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Farming with focus on light labour requirements</li> <li>• Sell off assets to meet medical expenses</li> <li>• Work for others for food and cash</li> <li>• Use children to work for household income or food</li> <li>• Depend on social welfare or community support</li> <li>• Reduce number of meals, medical bills for non HIV+ members of family</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Begging for food and cash to meet household requirements</li> <li>• Engaging in exploitative employment for food or cash</li> <li>• Female members engaging in commercial sex to meet household needs</li> <li>• Withdrawal from school</li> <li>• Reduction in meals</li> <li>• High dependency on welfare programmes</li> </ul>	<p>market)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved economic and political representation</li> <li>• Increased opportunities for women to engage in legal and lucrative business</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved access to medical care and ART</li> <li>• Opportunities to engage in labour saving activities and use of labour saving technologies</li> <li>• Appropriate market-oriented activities that take specific constraints (e.g. labour) into account</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to and control over resources and benefits of agriculture support services especially for female members of the household</li> <li>• Opportunities to participate in groups, clubs, cooperatives</li> <li>• Opportunities for engaging in petty trading and small business ventures</li> <li>• Participation of female members of household in non-risky business activities</li> <li>• Improved skills and knowledge</li> </ul>	<p>corporate capacities in programme participation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apply Affirmative action in programme implementation</li> <li>• Develop gender indicators and M&amp;E tools, with gender disaggregated M&amp;E and qualitative analysis</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mainstream HIV/AIDS in programme activities</li> <li>• Improve nutrition and food security focus of programme support</li> <li>• Adopt and adapt labour and gender responsive technologies</li> <li>• Development of opportunities for market oriented activities taking specific constraints into account</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification of youth/child /gender friendly interventions leading to increased incomes and food security</li> <li>• Increase opportunities for access to factors of production</li> <li>• Increase opportunities for education and technical and vocational training</li> </ul>